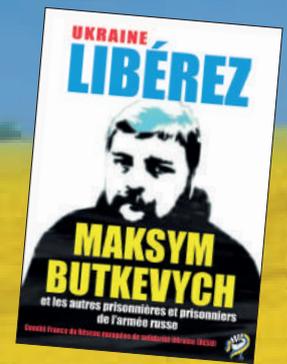


BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



n° 24 – 3 octobre 2023

page*2:
Editions Page deux

SYLÉPSE



SPARTACUS



RED UTOPIA ROJA



NewPolitics

Entre les lignes entre les mots



LES utopiques

À l'encontre
La Bièvre

Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entrelignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



5 OCTOBRE 2023

ISBN: 979-10-399-0-193-2

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture: © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project.

TABLE DES MATIÈRES

LA GUERRE VA DURER... LA SOLIDARITÉ AUSSI
BERNARD DRÉANO

5

MOI, VITALYI, MILITANT SOCIALISTE UKRAINIEN DÉPORTÉ EN RUSSIE
PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT

7

DES ANARCHISTES POUR L'ÉTAT ET LA NATION
ALIEREN RENKLIÖZ

12

SOLIDARITÉ AVEC LA RÉSISTANCE SYNDICALE ET POPULAIRE UKRAINIENNE
CHRISTIAN MAHIEUX

15

LES NÔTRES

21

UN FÉMINISME DANS LA GUERRE

FESTIVAL DU FILM FÉMINISTE DE KYIV
CORRESPONDANCE

23

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

NOUS DEVONS NOUS BATTRE POUR L'AVENIR DE L'ÉDUCATION UKRAINIENNE
PRIAMA DIIA

26

TRUDOVA HALYTCHYNA, LA VOIX DES TRAVAILLEURS DE GALICIE
PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT

33

RÉSISTANCES SOCIALES AU TRAVAIL
ALEXANDRE KITRAL

35

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS COURANTS

41

LA FÉROCITÉ ANTISOCIALE DES NÉOLIBÉRAUX UKRAINIENS
OLENA SLOBODIEN

47



ÉCLAIRAGES

OLENA STEPANIV, UKRAINIENNE, PREMIÈRE FEMME OFFICIÈRE AU MONDE
VLADYSLAV STARODOUBTSEV

53

LA NOUVELLE PRÉSENCE RUSSE À CUBA
SAMUEL FARBER

56

LES ÉLECTIONS EN UKRAINE OCCUPÉE
IGOR BURDYGA

60

L'OTAN A-T-ELLE POUSSÉ POUTINE A ENVAHIR L'UKRAINE?
ILYA MATVEEV

64

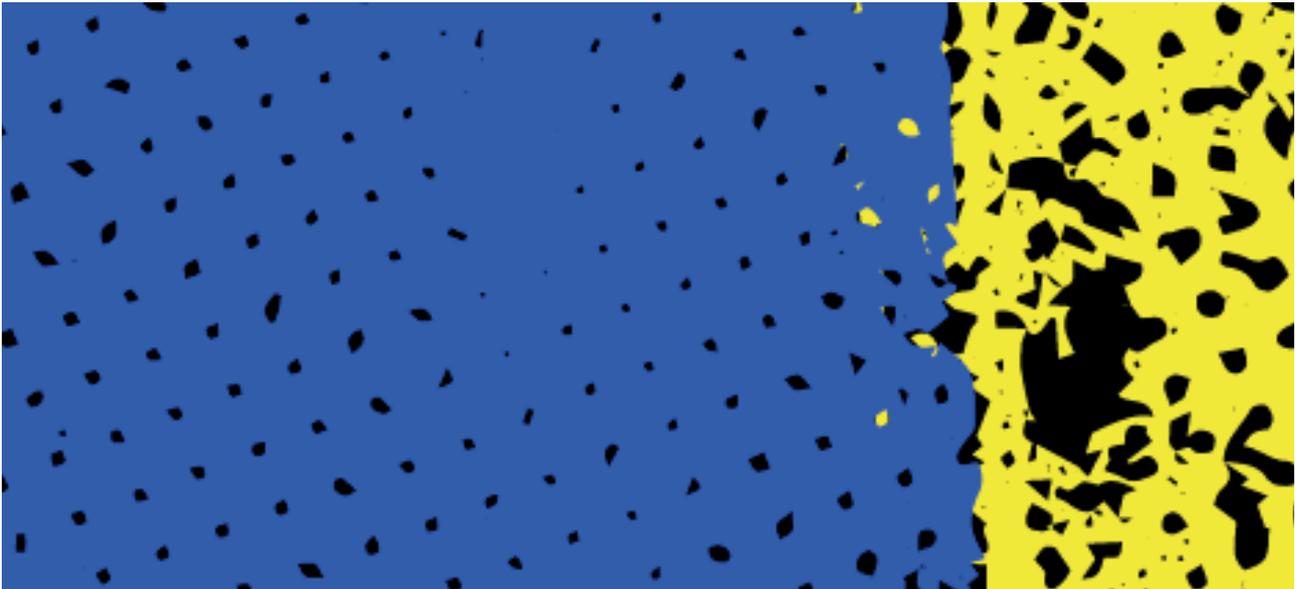
PRISES DE POSITION

PARALLÈLES D'OCCUPATIONS
ENTRETIEN AVEC ADIB SHAHEEN

67

BOÎTE ALERTE

73



La guerre va durer... la solidarité aussi

BERNARD DRÉANO¹

Les pluies d'automne vont commencer, avec elles la *Raspoutitsa* comme on dit dans la région, quand la boue entrave les mouvements de troupes, avant que vienne l'hiver. Et donc l'abandon des grandes percées offensives qu'espéraient les troupes ukrainiennes? ... Si jamais elles l'ont espéré un jour, car il est apparu très vite que la «contre-offensive» ukrainienne, annoncée officiellement en juin 2023 n'était pas, ou ne pouvait pas être, similaire aux mouvements de l'été 2022 à l'est du Kharkiv puis dans la région de Kherson. La guerre est aujourd'hui d'abord une guerre d'usure (d'«attrition», disent ceux qui veulent avoir l'air savant).

Cela signifie en tout cas, et on pouvait malheureusement le prévoir, que la guerre va durer encore très longtemps. N'a-t-elle pas commencé en 2014, puis après l'échec de la *Blitzkrieg* poutinienne visant à prendre Kyiv, elle a évolué vers un remake de 14-18 (et une peu de 39-45 avec les bombardements russes des villes de l'arrière...).

Dans cette configuration à qui profite le temps?

Poutine compte sur l'épuisement des Ukrainiens, et c'est vrai que la population ukrainienne est fatiguée, que le nombre de victimes est élevé... pourtant sa détermination reste intacte et personne en Ukraine n'imagine renoncer à la libération des territoires

occupés. Poutine compte sans doute bien plus sur la lassitude des Occidentaux, alors que ceux-ci continuent, pour des raisons diverses, de contingerer ou limiter leurs livraisons d'armes. Il attend surtout beaucoup de la montée en puissance des forces populistes et d'extrême droite en Europe et aux États-Unis, de leurs succès lors des prochaines échéances électorales. Il compte aussi sur l'appui matériel des Chinois et des Coréens du Nord, et profite de la réticence de pays du Sud à suivre les injonctions arrogantes des Occidentaux si prompts à défendre l'Ukraine agressé mais tout aussi prompt à laisser tomber d'autres peuples agressés, voire à contribuer à leur mettre la tête sous l'eau, par exemple en Palestine...

Mais le temps joue-t-il vraiment en faveur du dictateur russe? Les pertes dans l'armée sont considérables et le moral des troupes n'est pas au beau fixe. Si le Kremlin est parvenu à atténuer l'effet des sanctions occidentales et maintenir l'économie à flot (d'hydrocarbures), le pays s'appauvrit économiquement et plus encore intellectuellement. Le régime se durcit dans une fuite en avant tsariste-stalino-fasciste, mais la répression ne fait pas disparaître les réseaux et groupes antiguerre, et ne convainc pas des masses réticentes et sans enthousiasme.

En tout cas, la solidarité doit s'adapter au fait que nous sommes, malheureusement, embarqués dans une tragédie qui va durer longtemps. À l'échelle internationale, européenne et française, le RESU (Réseau de soutien à l'Ukraine) a pour objectif de soutenir la résistance du peuple ukrainien et les anti-guerre russes dans leur diversité, et comme spécificité d'aider tout particulièrement les mouvements progressistes en Russie et au Bélarus, et bien sûr en Ukraine: syndicalistes, politiques, féministes, écologistes, défenseurs des droits, etc. Cela d'autant plus qu'ils sont soumis à une répression constante et



1. Bernard Dréano est membre du collectif français du RESU, militant du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale CEDETIM et de l'Assemblée européenne des citoyens AEC.

croissante en Russie et au Belarus. Dans le contexte Ukrainien, qui reste plus démocratique malgré l'état de guerre, ces mouvements doivent aussi faire face aux effets délétères de politiques néolibérales initiées par le gouvernement ukrainien ou imposées par les gouvernements ou les instances occidentales concernant les politiques de santé, d'éducation, de droit du travail, d'environnement...

Certains mouvements progressistes européens ou internationaux ignorent toujours ostensiblement ces mouvements ukrainiens d'une part, russes et biélorusses d'autre part, préférant se cantonner, au nom du «pacifisme» ou du «non-alignement», au refus de la solidarité et même souvent adopter une attitude compréhensive vis-à-vis du discours de l'État russe. Heureusement, même si c'est lent, les choses changent comme le montrent, par exemple, le vote d'une motion de solidarité au dernier congrès de la Centrale syndicale britannique TUC ou les multiples initiatives ou prise de positions locales, de syndicats, d'associations, de collectivités, dans de nombreux pays, et pas seulement en Europe, loin du regard des médias dominants, loin aussi des mâles déclarations et des petits renoncements des gouvernants.



Moi, Vitaliy, militant socialiste ukrainien déporté en Russie

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT¹

Vitaliy est un jeune militant révolutionnaire ukrainien. La guerre le 24 février l'a surpris à Kherson. Là, il a vécu l'agression russe au plus près. Pour avoir refusé un passeport russe, négation de son identité ukrainienne, il a été déporté dans le centre de la Russie, où il vit dans le dénuement le plus complet, vendant sa force de travail pour une misère, dans l'angoisse constante d'un danger qui le menace. Cette interview a pris du temps. Des moyens de communication sécurisés ne favorisent pas la rapidité des échanges. Vitaliy, qui souffre de problèmes de santé, est souvent épuisé par ses interminables journées de travail. Dans cet entretien, il nous parle de sa vie quotidienne, de la société russe à l'heure de l'«opération militaire spéciale», et de ses espoirs. En dépit de sa situation dramatique, Vitaliy n'a pas perdu sa fougue militante et son esprit combatif. Avec ses camarades, il participe à un sabotage d'installations militaires russes et dans l'entreprise où il travaille, il organise une grève pour augmenter les salaires. Alors que nous avions commencé à échanger depuis quelques jours, il apprenait que son père avait été lâchement assassiné par des soldats russes. Ce dramatique événement le déprima profondément et ralentit le rythme de ses réponses

aux questions que je lui posais. Son témoignage est douloureux. Pour Vitaliy «il est déjà minuit dans ce siècle».

Peux-tu nous raconter ce qui s'est passé pour toi depuis le 24 février 2022 ?

Jusqu'au 24 février 2022, ma vie était pleine de tous les plaisirs de la jeunesse – des amis intelligents et drôles, des études à l'université, la passion d'apprendre, une vie créative active. Bien sûr, bien avant le début des hostilités à Kherson, Marioupol, Kharkiv, Zaporijjia, j'observais la situation politique de mon pays, je voyais que la Russie menait une politique militaire agressive à l'égard de l'État ukrainien depuis 2014, déclarant indirectement la possibilité d'une offensive totale et de la saisie de la plupart des territoires ukrainiens. Mais je voulais croire jusqu'au bout que le gouvernement russe n'atteindrait pas le stade d'une telle folie. En effet, jusqu'au 24 février, ma vie était tout à fait sereine et tranquille, j'étudiais intensément la doctrine marxiste, écrivant des articles pour ma communauté trotskiste de 2 500 lecteurs. Et un jour, lorsque des nuages noirs de fumée sont apparus dans le ciel clair sans les nuages de l'hiver, j'ai compris que la vie ne serait plus jamais la même, car la guerre avait commencé. Je me souviens encore très bien que ce jour-là, tôt le matin, je me suis réveillé en entendant les pleurs d'une femme. Il se trouve que je dormais dans un dortoir avec plusieurs filles. Tous les occupants de la chambre se sont réveillés en entendant l'une d'entre elles pleurer si fort qu'ils lui ont demandé ce qui s'était passé, ce à quoi elle a répondu : «Ça a commencé.» Tout le monde était perplexe et s'est mis à demander ce qui avait exactement «commencé», mais elle n'a tout simplement pas répondu et a continué à sangloter. Plus tard, j'ai commencé à entendre un grondement à l'extérieur, quelque part au loin, et le tableau s'est



1. 20 septembre 2023 Illustration : Katya Gritseva



éclairci. Il s'est avéré que cette fille en pleurs avait un petit ami qui servait dans l'armée ukrainienne et qui avait été parmi les premiers à subir l'attaque des envahisseurs russes. J'étais déconcerté, tout ce qui m'entourait semblait être un rêve, car je ne m'attendais pas du tout à cela. La première chose qui a saisi tout le monde a été le choc et la peur, puis tous les étudiants du dortoir ont commencé à préparer leurs affaires en urgence et à partir. J'ai dû rester dans une auberge, à Kherson même, car ma maison et mes parents avaient été pris par les envahisseurs russes le premier jour, même si Kherson a tenu bon assez longtemps, malgré le net avantage de l'armée russe. Tous les habitants de Kherson ont commencé à vider les rayons des magasins ou à partir vers les régions occidentales de l'Ukraine sans se poser de questions. Le chaos le plus complet a commencé à régner dans la ville. Le même jour, je suis sorti dans la rue pour documenter les événements en cours. Je suis resté en contact permanent avec mes camarades, les informant de ce qui se passait directement sur place. J'ai filmé les premières grandes explosions, les premiers incendies et les premiers incidents. Alors que tout le monde était en panique, j'essayais de filmer soigneusement ce qui se passait autour de moi. Lorsque l'armée russe s'est approchée de Kherson et que les premières batailles pour le pont Antonovsky ont commencé, de nombreux citoyens se sont préparés immédiatement à former des détachements de partisans et à rejoindre la défense territoriale et l'armée ukrainiennes. La population de Kherson a vraiment résisté de manière maximale et héroïque à l'offensive, malgré la peur et la faim. Et même lorsque l'armée Z [russe] s'est complètement emparée de la ville, les gens ont manifesté pacifiquement pendant plusieurs mois, déclarant «Kherson est l'Ukraine».

J'ai vu de mes propres yeux des troupes russes dans le centre-ville tirer à balles réelles sur des personnes qui participaient à une manifestation pacifique.

Je me suis immédiatement rendu compte qu'il était très dangereux de rester là, mais seules les personnes disposant des moyens financiers avaient la possibilité de quitter la ville occupée de Kherson.

En mars, j'ai eu la chance de me rendre de Kherson à mon domicile. J'ai dû effacer toutes les images que j'avais tournées, car, sur le chemin du retour, aux points de contrôle, les militaires russes vérifiaient le contenu du téléphone de chaque personne et battaient brutalement ceux qui ne voulaient pas soumettre leur appareil mobile à l'inspection. Il y avait souvent des problèmes d'électricité et d'internet, de sorte que mon temps libre était principalement consacré à la lecture de livres. Il y avait également une grave pénurie de nourriture, ce qui rendait la vie très difficile. Enfin, ma vie était menacée tous les jours, car il y avait littéralement partout des chars, des gens armés et des explosions en permanence.

À un moment donné, au milieu de l'été 2022, un entrepôt de munitions russes a explosé dans mon village, tuant environ 3 000 soldats russes qui venaient de rentrer du front. En conséquence, les obus ont continué à exploser pendant plusieurs jours, d'où le début de ce que l'on a appelé l'évacuation. Je n'ai su qu'à la dernière minute dans quel genre d'endroit j'allais vivre.

Comment vis-tu en Russie ?

Je vis au centre de la Russie depuis un an maintenant, dans les mêmes conditions que tous les citoyens qui sont ici. On m'a forcé à prendre un passeport russe et les documents correspondants. J'ai passé toute l'année dans un vieil hôtel bon marché avec d'autres réfugiés, et je suis toujours dans cet hôtel.

J'ai 12 mètres carrés à partager avec une autre personne, ce qui n'est pas très agréable. La nourriture est gratuite pour tous les réfugiés ici, mais elle est de très mauvaise qualité, alors je l'ai abandonnée il y a longtemps. Et dans l'ensemble, la situation n'est pas très favorable, la majorité de la population vit vraiment dans la pauvreté, le taux de criminalité est très élevé dans la région où se trouve l'hôtel où je vis. Presque aussitôt que je suis arrivé ici, j'ai commencé à chercher activement du travail pour me nourrir, pour aider mes parents restés dans les territoires occupés, mais je n'ai pas été surpris quand j'ai compris qu'il n'y avait pratiquement pas de bon travail ici, qu'il y avait une exploitation inhumaine partout, et que si vous ne connaissez pas en Russie des hommes d'affaires importants ou des fonctionnaires, vous n'êtes personne ici. J'ai donc passé presque un an à vendre mon travail pour quelques centimes, comme la plupart des gens ici le font. D'habitude, je travaille 240 heures par mois, donc je n'ai pas l'impression de grandir en tant qu'être humain, je n'ai pas vraiment le temps d'avoir des activités culturelles, ni de faire des promenades. J'ai encore du mal à me faire de bons amis ici, parce que tous les jeunes conscients partent à Saint-Petersbourg ou à Moscou, ou quittent la Russie, et moi je n'en ai pas la possibilité. Je suis envahi par une peur subconsciente tout le temps que je suis ici, parce que je suis dans un pays qui a attaqué mon pays de naissance. La menace est partout, rien ne m'inspire confiance. En tant que victime de guerre, je ne reçois pas d'indemnités ni de soutien psychologique, alors que je pense que c'est essentiel pour les survivants de la guerre. Le plus ennuyeux est peut-être que je n'ai vraiment pas ici de personnes partageant les mêmes idées, même si je connais beaucoup de gens.



Comment les Russes te considèrent-ils en tant qu'Ukrainien ?

Les personnes avec qui je communique réagissent normalement à ma nationalité. Personnellement, je n'ai pas été victime d'une forme d'oppression nationale pendant toute la durée de mon séjour ici. Certains m'ont même exprimé leur soutien, disant qu'ils étaient également contre la guerre, mais la peur d'être punis pour leurs opinions les empêchait de s'exprimer ouvertement. Je ne connais que quelques histoires où d'autres réfugiés qui vivent avec moi à l'hôtel ont été insultés parce qu'ils étaient Ukrainiens. Pour l'essentiel, je pense que l'hostilité envers les Ukrainiens en Russie n'est pas un sentiment très répandu dans la population.

Là où tu vis, les gens parlent-ils de la guerre en Ukraine ?

Bien que la ville où je me trouve soit très éloignée de la zone des hostilités, beaucoup de gens s'intéressent encore à la situation de la guerre avec l'Ukraine. En gros, je peux distinguer deux types de personnes : les unes soutiennent totalement les actions de Poutine, les autres sont catégoriquement opposées au pouvoir



en Russie. Mais les fans de Poutine sont plus nombreux, car beaucoup de gens ici sont activement alimentés par la propagande depuis des décennies. Depuis le début du 24 février 2022, la population suit de plus en plus attentivement les nouvelles et les événements en Ukraine, bien que presque la majorité vive tranquillement sa vie en soutenant passivement ou en niant ce que fait le pouvoir actuel en Russie. Récemment, les rues ont vu de plus en plus d'affiches appelant à rejoindre l'armée russe. Cela montre clairement le manque de personnel sur le front. Et ils ne veulent pas d'une autre vague de mobilisation, parce que la première vague s'est avérée horrible sur tous les plans. D'autant plus que je sais, depuis cette année scolaire, toutes les écoles russes ont introduit un nouveau thème appelé « parler de l'important », où les enfants sont informés de la guerre avec l'Ukraine, soumis à la propagande impérialiste russe et imbibés de haine envers le peuple ukrainien.



Tu vois des conséquences économiques de la guerre en Ukraine ?

Comme je suis arrivé en Russie à la mi-août de l'année dernière, je ne peux pas dire exactement quelle était la situation économique avant le début de l'offensive à grande échelle. J'ai demandé à plusieurs reprises aux gens ici s'ils avaient ressenti des effets graves des sanctions après le 24 février, et presque tout le monde m'a répondu que c'était minime. Les prix des produits alimentaires de base sont restés pratiquement inchangés. De façon générale, et si l'on ne fait pas de comparaison, la situation économique en Russie au cours de la dernière décennie a toujours été terrible, je pense que plus la guerre dure longtemps, plus les conséquences pour l'économie russe seront importantes, mais ces conséquences ne seront

pas immédiates, et le gouvernement tentera toujours de les dissimuler.

En Ukraine, avais-tu des activités politiques ?

Avant le début de la guerre, j'avais une activité politique plus active en Ukraine qu'aujourd'hui, et ce pour des raisons objectives. Mon activité principale consistait à écrire des articles marxistes et d'orientation trotskiste de toutes sortes. Comme vous le savez, dans la ville d'Ukraine où j'étudiais, il y avait en fait un nombre assez important de groupes d'extrême droite qui collaient des tracts de propagande nazis, dessinaient des graffitis nazis, et j'essayais de les contrer : j'effaçais les graffitis nazis, et je dessinais des graffitis communistes à leur place, et je menais toutes sortes de campagnes à l'intérieur de l'université où j'étudiais, mais j'écrivais surtout des articles, activités qui sont devenues difficiles à maintenir lorsque la guerre est arrivée chez moi.

Actuellement, il n'est pas particulièrement facile de s'engager dans une activité politique d'opposition en Russie, même en ligne, car même les réseaux sociaux russes sont contrôlés par l'État bureaucratique, mais il est possible de trouver une issue d'une manière ou d'une autre. En ce moment, je travaille un peu en écrivant des articles sur un site qui compte près de 5000 lecteurs, mais cela ne suffit pas, car les articles portent uniquement sur des sujets éducatifs, et je veux appeler à l'action. D'une manière ou d'une autre, mes camarades et moi avons commis il y a un mois un sabotage majeur à Moscou, qui a grandement influencé l'état de l'armée russe. Je ne dirai pas les détails de ce sabotage, bien entendu, pour ma propre sécurité et celle de mes camarades. Fondamentalement, il est difficile de maintenir une activité politique, compte tenu également du fait qu'il faut avant tout travailler très dur pour au moins

se nourrir. Quand je suis arrivé ici, j'ai trouvé un emploi dans une chaîne de magasins et, lorsque j'ai acquis de l'expérience professionnelle, j'ai commencé à encourager les autres employés à arrêter le travail afin d'obtenir des augmentations de salaire, et cela a fonctionné. Le magasin lui-même existe depuis 2019, et la rémunération des salariés n'avait pas augmenté depuis, même si la situation dans le pays a beaucoup changé, et ce niveau de salaire n'était plus suffisant. Dès que je suis arrivé, nous avons commencé à appeler à une grève pacifique pour les salaires. Et tous les salariés de l'ensemble de la chaîne ont reçu une petite augmentation. C'est ma première petite réussite en termes d'amélioration de la vie de la classe ouvrière.

Et aujourd'hui?

Dès mon arrivée ici, dans l'Oural, j'ai immédiatement commencé à chercher des personnes partageant les mêmes idées que moi, mais pendant toute l'année que j'ai passée ici, je n'ai jamais eu l'occasion de rencontrer des personnes engagées politiquement. Le mouvement de gauche n'est pas très important ici, comme à Saint-Petersbourg ou à Moscou où j'ai beaucoup de camarades. Toutes les personnes sensées se rendent dans ces villes, car la Russie a une économie centralisée et le niveau de vie dans ces villes est plus élevé que dans d'autres endroits. Fondamentalement, pour le moment, mes relations avec les penseurs russes de gauche se font uniquement via Internet.

Beaucoup de gens pensent que la Russie est un État fasciste. Tu le penses également?

Je suis tout à fait convaincu que la Russie se rapproche désormais tendanciellement d'un régime fasciste. Je ne dirais pas que la forme de gouvernement en Russie est exactement le fascisme, mais la

situation politique présente déjà un facteur important de fascisation progressive du pays. Si l'on compare la Russie avec les pays fascistes du 20^e siècle, elle ne remplit pas pleinement tous les critères. D'une manière ou d'une autre, il est presque impossible pour une personne ayant des opinions de gauche de vivre ici.

Comment vois-tu ton avenir et celui de ton pays?

Cette question est difficile, car je suis né en Ukraine et j'avais prévu d'y construire mon avenir, mais avec le début de la guerre tout s'est effondré comme pour tout le monde, les familles, et les rêves et les projets. Je suis venu ici en Russie uniquement par la volonté du destin, sans rien avoir derrière moi. Par conséquent, personnellement, je n'ai toujours pas de projets concrets quant à ce que je ferai à l'avenir, puisque mon avenir dépend entièrement des opérations militaires. Je ne peux m'empêcher de remarquer que la Russie, en tant que pays et territoire, est objectivement assez jolie et a une histoire riche, mais en tant qu'État, c'est un endroit terrible, donc si le système de gouvernement ici devenait plus démocratique, alors cela ne me dérangerait pas de rester ici toute ma vie et même de fonder une famille. La langue russe elle-même est unique et attrayante, et la littérature russe des 19^e et 20^e siècles est de façon générale surprenante, de sorte que certaines personnes peuvent vraiment aimer ce pays malgré la situation économique et politique lamentable. J'aimerais espérer que tôt ou tard la Russie se réveille et prenne le bon chemin, car si cela ne se produit pas et que la situation ne fait qu'empirer, ce sera alors une catastrophe historique.



Des anarchistes pour l'État et la nation

ALIEREN RENKLIÖZ¹

Sergueï, tu fais partie des Solidarity Collectives qui participent à la résistance contre l'invasion russe. De quoi s'agit-il?

Nous sommes un groupe de volontaires antiautoritaires: des anarchistes, des antifas, des membres de l'Anarchist Black Cross, des éco-anarchistes, des féministes et des syndicalistes, réunis pour soutenir les soldats antiautoritaires et la résistance ukrainienne. La partie militaire de notre travail se concentre sur la discussion avec les combattants, la réception des demandes et l'achat de matériel. Une équipe est responsable des médias sociaux, de la communication avec la presse et les camarades occidentaux. Et puis, il y a la partie humanitaire.

Pourquoi les anarchistes se battent-ils dans cette guerre?

Parce que nous n'avons pas d'autre possibilité. Cela ne veut pas dire que tout le monde doit porter une arme, mais qu'il faut être contre cette invasion. Tout le monde devrait faire tout ce qui est en son pouvoir pour l'arrêter. Sous l'occupation russe, tous les activistes sont réprimés. On ne peut pas comparer la liberté dont nous jouissons en Ukraine avec la Russie. Même maintenant, je me considère comme

un antimilitariste. Je ne suis pas satisfait des processus de militarisation en Ukraine. Je pense qu'à l'avenir, nous aurons besoin d'un mouvement pacifiste mondial. Mais quand il y a une guerre, il faut comprendre que si tu es la victime et non l'agresseur, personne ne peut te dire: n'essaie pas de riposter. Nous nous défendons nous-mêmes, c'est tout. Personne ne veut conquérir les territoires russes.

À quoi ressemble ton quotidien aujourd'hui, quelle est ton activité?

Mon quotidien consiste à communiquer avec mes camarades en Ukraine et mes compagnons d'armes du monde entier. Chaque jour, j'envoie et je reçois des caisses d'équipement tactique ou d'aide humanitaire. Nous organisons des voyages dans les zones en arrière du front, par exemple à Nikopol, où l'eau a disparu après la destruction du barrage de Kakhovka.

Les Solidarity Collectives sont-elles une organisation civile ou militaire?

C'est une organisation civile. Nous ne sommes pas des soldats. Avant l'invasion à grande échelle, c'était un lieu de rencontre pour les anarchistes et les activistes de gauche qui essayaient d'imaginer ce que nous devrions faire en cas d'invasion. L'idée était de former deux groupes, l'un militaire et l'autre civil.

À l'époque, un groupe d'anarchistes a décidé qu'en cas d'attaque de Poutine sur l'Ukraine, ils se joindraient tous à une défense territoriale spécifique. C'est ainsi que l'unité antiautoritaire a été créée. Un autre groupe avait pour mission de créer un réseau de volontaires pour soutenir les combattants. C'est ainsi que l'opération Solidarity a vu le jour, puis Solidarity Collectives s'est développée. Dès le départ, il devait y avoir un lien très étroit entre le travail militaire et le travail politique.



1. Article publié sur [ND, journalismus von Links](#), 20 août 2023.

L'armée ukrainienne a accepté une telle unité anarchiste?

Une grande unité antiautoritaire s'est désintégrée au bout de trois mois parce que le commandement ne leur donnait pas la possibilité de participer aux combats sur le front. Les combattants ont donc rejoint des unités régulières de manière autonome. Il n'y a donc pas d'unité anarchiste homogène. Ce qui existe, ce sont des anarchistes et des membres de la gauche dans de nombreuses unités différentes. Parfois, c'est un petit groupe ou juste un individu, parfois c'est un groupe plus important, par exemple les hooligans antifascistes du club de football Arsenal de Kiev. L'État ne s'intéresse pas à l'idéologie politique des combattants. Les camarades combattants portent des symboles et des écussons anarchistes. Ils ne cachent pas leur vision du monde, mais tentent de rassembler autour d'eux des personnes partageant les mêmes idées.

Une approche anarchiste consisterait à ce que chacun se batte dans son pays contre son État au lieu de s'allier à la bourgeoisie.

Avant l'invasion, la cible principale de nos critiques était l'État ukrainien. Et après la fin de la guerre, ce sera à nouveau le cas. Nous n'essayons pas de blanchir l'Ukraine. Beaucoup de choses vont mal dans la société ukrainienne. Un puissant mouvement nationaliste contrôle les rues. De nombreux symboles nationalistes sont devenus des choses ordinaires en Ukraine. Stepan Bandera est devenu le symbole général de la résistance ukrainienne. Je suis ouvert à la critique. Et oui, la Russie est un pays bourgeois, l'Ukraine est aussi un État bourgeois. Mais je ne pense pas que l'État russe et l'État ukrainien soient identiques. Il y a une différence entre ces deux régimes. Presque personne ici ne veut de Poutine

comme dirigeant de l'Ukraine. Non pas parce que nous ne voyons pas les problèmes en Ukraine ou que nous sommes de grands fans de l'État ukrainien, mais parce qu'il est préférable de soutenir une mauvaise démocratie plutôt qu'une bonne autocratie. L'Allemagne n'est pas non plus un État parfait, est-ce que tu assimilerais l'État allemand aux talibans pour cette raison? Beaucoup de nos camarades ont donc choisi de rejoindre l'armée ukrainienne parce que les alternatives sont bien pires.

Cela signifie que vous ne voyez aucun moyen de lutter contre l'invasion en dehors des structures étatiques?

Malheureusement, nous ne vivons pas au début du 20^e siècle et on ne peut pas organiser ici une *makhnovchtchina*². Même si tu essaies de former une unité autonome, les services de sécurité t'arrêteront au même moment: «Les gars, qui êtes-vous? Que faites-vous avec vos fusils (rires)? Vous êtes des saboteurs russes? Même si vous arrivez d'une manière ou d'une autre sur le front avec vos propres armes et que vous essayez de vous battre seuls contre la Russie, vous serez détruits si vous ne vous coordonnez pas avec les unités de l'armée ukrainienne.» On ne peut pas lutter contre l'invasion en dehors des structures étatiques.

Existe-t-il des moyens pacifistes de lutter contre l'invasion?

J'espère me tromper, mais je ne les vois pas. Je lis des articles écrits par des pacifistes, mais je ne trouve pas de réponse réaliste à la question de savoir comment arrêter les chars, tirer des missiles et récupérer

2. Mouvement de partisans et de paysans anarchistes de l'époque de la guerre civile russe entre 1917 et 1922.





«Nous allons jusqu'aux lignes de front pour aider.»
Pour la vidéo, cliquez sur la photo.

les territoires conquis sans armes et sans personnes prêtes à se battre.



Les plans de paix, par exemple celui de la Chine, sont des mots creux pleins de contradictions. D'une part, ils disent reconnaître la souveraineté territoriale de l'Ukraine, d'autre part, ils font preuve de compréhension pour les intérêts militaires de la Russie. Mais si l'on reconnaît la souveraineté de l'Ukraine, il s'ensuit que l'on doit exiger de la Russie qu'elle retire ses troupes de toutes ces régions. Il en va de même pour la gauche allemande. Ses propositions sont en fait toujours les mêmes: «Arrêtez simplement de vous tirer dessus.» Mais que devons-nous faire des territoires occupés? Que devons-nous faire de la Crimée? Que devons-nous faire avec le Donbass?

La population ukrainienne est-elle devenue le jouet des impérialistes? Une autre guerre par procuration?

Je ne pense pas à la politique en ces termes géopolitiques. Les gens qui disent cela ne voient l'Ukraine que comme une «marionnette des impérialistes occidentaux». C'est de la pensée conspirationniste. Dans

chaque événement dans le monde, les élites ont un intérêt, mais il y a toujours aussi l'intérêt des gens sur place. Ce ne sont pas les États-Unis ou l'OTAN qui nous poussent à la guerre. Non, c'est la population ukrainienne qui n'accepte pas de perdre une partie du territoire. Les gens à l'étranger ne veulent pas comprendre cela. Si le président Volodymyr Zélenky dit: OK, nous nous retirons, nous capitulons, nous abandonnons une partie de nos territoires parce que nous voulons mettre fin à la guerre, alors la population renversera son gouvernement demain. Non pas parce que nous aimons la guerre, non pas parce que l'Occident nous a dit ce que nous devons faire, mais parce que c'est devenu pour nous une question existentielle.

L'Ukraine demande plus d'armes, des chars, des avions de combat, tout ce qui est possible. Ne craignez-vous pas que cette guerre ne dégénère en troisième guerre mondiale?

Je ne pense pas que la guerre mène à la troisième guerre mondiale. Nous avons par exemple reçu des chars – où est la troisième guerre mondiale? Au début, l'Ukraine n'a reçu que des systèmes antichars. À chaque fois, la Russie a menacé: si vous franchissez cette ligne rouge, nous ferons quelque chose de très radical. Ils ne l'ont jamais fait parce qu'ils savent qu'ils ne peuvent pas rivaliser avec l'OTAN. Maintenant, la Russie voit que personne n'a peur d'elle. Nous ne devrions pas avoir peur d'une troisième guerre mondiale. La Russie ne la commencera jamais.

Qu'aimeriez-vous dire à la gauche radicale en Allemagne?

Les Solidarity Collectives sont attaquées de plusieurs côtés. La principale menace est l'invasion russe. Il y a une renaissance conservatrice en Ukraine provoquée

par l'invasion. Et puis il y a les critiques occidentales, parce que nous ne correspondons pas à l'idée qu'elles se font des bons anarchistes. Malheureusement, nous n'avons pas la possibilité d'être des anarchistes de livre d'images. Nous ne voulons pas vous donner de leçons, mais notre réalité est différente de la vôtre. En nous soutenant, vous nous donnez plus de moyens pour lutter contre l'impérialisme russe.

Aujourd'hui, les dons que vous nous faites ne se transforment pas seulement en gilets pare-balles ou en bottes militaires, ils sont investis dans l'avenir du mouvement antiautoritaire ukrainien. Plus nous serons forts aujourd'hui, plus nous aurons de chances de nous opposer aux conservateurs à l'avenir. Les antiautoritaires pourraient alors participer au renversement des régimes quasi fascistes de Poutine et de Loukachenko. Nous voulons tous que cette guerre s'arrête. Mais nous ne sommes pas prêts à abandonner les territoires occupés. Nous devons nous battre. Si vous ne voulez pas nous aider, essayez au moins de comprendre pourquoi nous avons pris cette décision difficile.

Solidarité avec la résistance syndicale et populaire ukrainienne¹

CHRISTIAN MAHIEUX

Une priorité: le contact direct et la solidarité concrète

La solidarité avec la résistance syndicale et populaire ukrainienne, contre l'impérialisme russe et son armée, était bien présente lors des cinquièmes rencontres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. C'est la suite d'un engagement qui s'est manifesté dès les premiers jours de l'invasion et l'occupation russe, et qui s'est concrétisé par des liens avec diverses structures syndicales ukrainiennes: des syndicats de la métallurgie, de l'éducation, d'étudiant-es, du ferroviaire, de la santé, etc.; des organisations membres de la Confédération des syndicats indépendants d'Ukraine (KVPU) ou «autonomes»; à Kyiv, à Lviv, à Kryvyï Rih... Ceci nous permet, depuis maintenant plus d'un an et demi que l'invasion, la guerre et la résistance durent, d'informer très régulièrement sur l'activité de nos camarades, de la faire connaître à travers nos différents pays.

Face à la situation que vivent les travailleuses et les travailleurs sur place, il faut du concret pour elles et



1. www.laboursolidarity.org



eux. C'est ainsi que le Réseau syndical international de solidarité et de luttes a organisé trois convois syndicaux internationaux solidaires vers l'Ukraine: en avril et septembre 2022, en août 2023; L'Union syndicale Solidaires a pris part à chacun d'eux. Plusieurs des organisations membres du Réseau ont aussi organisé des initiatives similaires, seules ou dans d'autres cadres, à l'image de l'Union syndicale Solidaires avec le convoi de l'intersyndicale française, en janvier 2023.



Deux syndicalistes d'Ukraine à São Paulo

Deux syndicalistes d'Ukraine ont participé à la rencontre du Réseau, qui s'est tenue à São José dos Campos, dans l'État de São Paulo, du 10 au 12 septembre 2023. Youri Samoïlov et Oksana Slobodiana étaient aussi au congrès de la CSP Conlutas, qui précédait ces cinquièmes rencontres du Réseau. Occasion durant presque une semaine de faire connaître la situation, les besoins, mais aussi la résistance et les actions revendicatives du peuple ukrainien: auprès des délégué·es brésilien·nes, mais aussi des représentantes et représentants des organisations syndicales d'Europe, d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale, d'Amérique du Nord, d'Afrique, présent·es

à la rencontre du Réseau. Ce fut l'occasion pour Youri de discuter avec des métallurgistes en grève de São José dos Campos, pour Oksana d'échanger avec Ramon Vila, secrétaire de la fédération des syndicats SUD-Santé Sociaux en France; deux exemples parmi beaucoup d'autres pour illustrer les échanges directs entre travailleurs, travailleuses, syndicalistes de diverses régions du monde! Plusieurs prises de parole, tables rondes, interviews ont été réalisés, avec les traductions nécessaires sur place. Le site de la [CSP Conlutas](#) en reprend certaines, celui du Réseau syndical international de solidarité et de luttes les fera aussi connaître.

Youri Samoïlov est à Kryvyi Rih; Oksana est infirmière à Lviv. Ces deux camarades ne prétendent pas parler «à la place» de tous les travailleurs et toutes les travailleuses d'Ukraine; ni même représenter tout le mouvement syndical. Mais il et elle témoignent de la réalité, du vécu de nos semblables sur place: celles et ceux qui ne vivent que de leur travail, et sont depuis plus d'un an et demi victimes de l'agression russe à laquelle ils et elles résistent, et cibles du patronat qui profite de la guerre pour faire avaliser par le gouvernement ses revendications en tant que classe sociale, celle des exploités.

Oksana et Yuri s'adressent aux syndicalistes de tous les continents

Oksana Slobodiana est une des fondatrices du mouvement Sois comme Nina, créé en 2019; également, elle anime aujourd'hui le syndicat régional des travailleurs médicaux et des professionnels de la santé de Lviv. Elle nous a transmis ce message:

Les principaux moteurs de notre travail peuvent être résumés en deux mots, qui semblent n'être



Youri Samoilov s'adressant aux grévistes de San José dos Campos.



Oksana Slobodiana
avec Ramon Vila de la fédération SUD-Santé sociaux.

que des mots, mais qui ont un grand pouvoir : ces mots sont l'unité et la solidarité. Ce n'est que dans l'unité que le peuple ukrainien a survécu, et ce n'est que grâce à la solidarité internationale que nous luttons pour notre liberté. Nous vivons une époque où seule la solidarité permet à la lumière de vaincre les ténèbres. Nous l'avons bien compris et nous avons la volonté de poursuivre notre travail syndical. Nous comprenons que nous ne vivrons et ne travaillerons plus comme par le passé, que nos soldats meurent pour un avenir sans chaînes. [...] Oui, c'est très difficile pour nous maintenant, car nous risquons d'être tués et détruits et nous devons aider et soutenir les personnes qui sont forcées de quitter leurs maisons et nous le faisons autant que nous le pouvons. [...] Nous vous remercions de votre solidarité et votre attention, pour votre invitation et le soutien que vous nous apportez, c'est très important pour nous. Si nous voulons du changement, nous devons être solidaires et agir pour le changement que nous souhaitons. L'unité fait la force².



Oksana a décrit l'impact dévastateur de la guerre sur son pays, avec les destructions, les hôpitaux débordés et des personnes cherchant refuge dans des greniers de fortune. «Deux jours après [le début de l'attaque, le 24 février 2022], je suis allé travailler, vous savez, je travaille à l'hôpital, et là, j'ai dû me faire une injection intraveineuse pour surmonter la crise nerveuse que j'ai eue lorsque j'ai vu le grand nombre de personnes blessées et mutilées», nous a-t-elle dit. Elle a aussi illustré le fonctionnement quotidien dans les hôpitaux, qui dévoile une pratique autogestionnaire, un contrôle ouvrier, pas forcément théorisés mais bien réels ; nous avons eu l'occasion

2. Voir Laboursolidarity.org.



d'en mentionner plusieurs exemples sur le site du Réseau³.

Youri Petrovich Samoïlov est président du syndicat des mineurs et responsable de l'union interprofessionnelle KVPU de la région de Kryvyï Rih. Comme il avait pu le faire déjà lors de la tournée européenne organisée par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes en février 2023⁴, il a expliqué que «les convois ont joué un rôle crucial dans la fourniture d'une aide essentielle, notamment des vêtements, des générateurs, des bandages, et des outils utiles aux camarades qui sont au front. C'est quelque chose de très important qui a sauvé des vies. Et le fait que des camarades syndicalistes soient venu·es sur place, pour nous amener tout cela mais aussi pour nous rencontrer, dès avril 2022 et plusieurs fois ensuite avec les convois syndicaux est très importants pour nous». Youri a rappelé comment le patronat ukrainien et le gouvernement s'attaquaient aux droits des travailleurs et travailleuses, et les luttes collectives pour les défendre. En lien avec l'actualité

plus récente, après l'attaque qui a abouti à l'effondrement de l'un des plus grands barrages du pays, Kakhovka⁵, les travailleurs et travailleuses qui luttent contre l'invasion russe demandent de l'argent pour acheter des machines de forage afin de construire des puits : «L'eau distribuée aujourd'hui est impossible à utiliser pour la consommation, non seulement elle n'est pas potable, mais il n'est pas non plus possible de l'utiliser pour d'autres choses, même si elle est bouillie. Elle contient beaucoup de produits chimiques et d'impuretés», a souligné Youri. Les organisations membres du Réseau ont adopté une motion actant l'engagement de «collecter des fonds et des moyens pour l'achat d'une machine de forage pour les puits», afin d'aider «les mineurs et leurs familles à obtenir de l'eau potable pour les travailleurs et travailleuses de la ville de Kryvyï Rih».

3. Voir [Laboursolidarity.org](https://laboursolidarity.org).

4. [Laboursolidarity.org](https://laboursolidarity.org).

5. [Laboursolidarity.org](https://laboursolidarity.org).

Solidaires avec la résistance syndicale et populaire ukrainienne et lutte contre les impérialismes

Lors de cette rencontre, les organisations membres du Réseau ont «confirmé leur soutien à la résistance syndicale et populaire ukrainienne, matérialisée notamment par les convois de solidarité ouvrière; nos camarades en Ukraine mènent la lutte contre l'impérialisme russe mais aussi contre les capitalistes de leur propre pays». Cette solidarité syndicale internationale s'inscrit dans «leur opposition à tous les impérialismes, tous les blocs militaires à leur service à la militarisation du monde qui se traduit notamment par des budgets militaires toujours plus importants et une militarisation de la société». Ce qu'on pourrait qualifier de «double besogne» – en clin d'œil à la charte d'Amiens à laquelle se réfère le syndicalisme dont se revendique Solidaires et bien d'autres organisations syndicales en France – est la ligne politique du Réseau syndical international de solidarité et de luttes depuis le début de la guerre en Ukraine. Il s'agit à la fois de :

- soutenir celles et ceux qui, sur place en Ukraine, mais aussi en Russie ou au Bélarus, quand c'est possible, résistent à l'impérialisme russe, à l'occupation du territoire ukrainien par l'armée russe, aux déportations de populations vers la Russie;
- sans abandonner pour autant la lutte contre tous les impérialismes et leurs corollaires: main mise sur les richesses, humaines, naturelles, matérielles, culturelles des pays colonisés (ou «postcolonisés»); budgets militaires démentiels (sans que l'aide à l'Ukraine, souvent plus proclamatoire que réelle, pèse pour beaucoup dans cette évolution) au détriment du financement des besoins de la population en matière de santé, éducation, transport, culture,

etc.; militarisation des sociétés, particulièrement de la jeunesse.

Pour le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le second point – la lutte contre tous les impérialismes – s'il ne doit pas être abandonné, ne doit pas servir de prétexte à passer sous silence le premier – la solidarité syndicale avec la résistance syndicale et populaire en Ukraine. Poser la question de la production et de la vente d'armes, débattre de la reconversion des usines d'armement, organiser et/ou soutenir les mobilisations antimilitaristes, refuser la militarisation (notamment des jeunes, à l'exemple du service national universel en France), sont autant d'axes de travail, dans la durée, pour le mouvement syndical, dans une perspective d'émancipation sociale. Trop peu d'organisations syndicales s'y attellent d'ailleurs. Mais il faut dénoncer l'hypocrisie de celles et ceux qui «découvrent» ces sujets, pour refuser l'aide à la résistance syndicale et populaire ukrainienne.

Et maintenant ?

Le manifeste adopté à l'issue de cette rencontre mentionne «la solidarité internationale que le Réseau et ses organisations membres ont mise en œuvre lors des grandes luttes qui ont eu lieu cette année passée [...]: la lutte contre la réforme de la sécurité sociale et des retraites en France ou en Espagne; les grèves pour de meilleurs salaires au Royaume-Uni ou au Venezuela; la campagne d'aide aux travailleurs et travailleuses en Ukraine; la défense des travailleurs et travailleuses migrant·es et à toutes les personnes réfugiées; les manifestations des peuples indigènes en Argentine, au Chili, au Brésil ou en Équateur; la résistance palestinienne, sahraouie, zapatiste ou kurde; la lutte des femmes iraniennes; la lutte pour le droit à l'eau en France, en Uruguay ou au



Mexique; et bien d'autres luttes de travailleurs et travailleuses dans le monde entier. Nous réaffirmons notre volonté collective de renforcer le Réseau et la solidarité internationale. À cette fin, nous appelons les organisations syndicales et populaires militantes qui sont d'accord avec ces principes à rejoindre le Réseau pour lutter pour un monde libre de toute oppression et de toute exploitation».

Une motion spécifique à la situation au Bélarus a été adoptée:

Le régime du président Loukachenko persécute, réprime et emprisonne les travailleurs et travailleuses qui expriment des critiques à l'égard du gouvernement. Il pratique des méthodes de persécution idéologique et s'attaque aux droits sociaux et syndicaux fondamentaux. Il interdit les syndicats indépendants, les proscriit et emprisonne leurs dirigeants et dirigeantes; dans les usines et les lieux de travail, il persécute et réprime toute opinion contre le gouvernement exprimée par les travailleurs et travailleuses [...] Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes déclare son plein soutien aux syndicalistes indépendant·es persécuté·es et emprisonné·es au Bélarus.

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, avec ses trois convois syndicaux vers l'Ukraine a déjà permis de mettre à disposition de nos camarades syndicalistes sur place plusieurs tonnes de matériel: lunettes et caméras thermiques, drones, sacs et matelas de couchage, tentes, générateur d'énergie, mât télescopique, alimentation électrique, connecteurs de différentes sortes, téléphones, torches, produits hygiéniques, répéteur GSM, commutateur téléphonique, nourriture, vitamines, etc.; ce fut aussi de forts moments de la solidarité ouvrière internationale⁶.

6. Réseau syndical de solidarité et de luttes, *Solidarité syndicale en temps de guerre*, Paris, Syllepse, 2022.

Les contacts existent avec le Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NPGU) et l'Union interprofessionnelle KVPU de la région de Kryvyi Rih, avec le mouvement Sois comme Nina et le Syndicat régional des travailleurs médicaux et des professionnels de la santé de Lviv, avec le Syndicat des étudiantes et étudiants Priama Diia (Action directe), avec le Syndicat libre des cheminots d'Ukraine (VPZU), avec le Syndicat libre de l'enseignement et de la recherche en Ukraine (VPOND) de Kropivnitsky affilié à la KVPU, et aussi avec des mouvements féministes, écologistes, LGBTQI+, etc.⁷

Tout ceci est à poursuivre et amplifier. Ancrer ces activités dans celles d'un maximum de structures syndicales locales, professionnelles ou interprofessionnelles, est un enjeu pour un syndicalisme internationaliste et démocratique. La circulation de l'information y contribue, tout comme des initiatives du type «jumelage de syndicats». Plus globalement, il faut s'attaquer à ce qu'on pourrait appeler une convergence des solidarités. L'appel du Réseau parle de l'Ukraine, de la Palestine, du Kurdistan, par exemple. Notre internationalisme, notre solidarité, ne se découpent pas en tranches: un des enjeux des prochains mois pourrait être de prendre des initiatives permettant d'agir ensemble auprès et avec les camarades de ces différentes régions. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes peut (doit) y contribuer!

7. *Solidaires et internationalistes*, n° 118 et 119.



Les nôtres

Emma Igual

Internationaliste catalane, volontaire humanitaire, âgée de 32 ans, elle a été tuée le 9 septembre à proximité de Bakhmut.



Samuel Newey

De nationalité britannique, âgé de 22 ans, il combattait dans une unité internationaliste. Il a été tué le 30 août sur le front Sud.



UN FÉMINISME DANS LA GUERRE

Festival du film féministe de Kyiv

CORRESPONDANCE

Le festival de cette année aura lieu du 27 novembre au 10 décembre 2023.

Le festival été créé par un collectif féministe qui s'est doté d'une plateforme commune de films qui correspondent aux principes du féminisme intersectionnel et de l'antiracisme.

Le festival se déroule entièrement en ligne. L'accès aux films est possible depuis le territoire de l'Ukraine et est gratuit. Les films seront projetés dans la langue originale avec des sous-titres ukrainiens. Les langues des discussions qui suivront seront l'anglais et l'ukrainien avec traduction en langue des signes ukrainienne.

Demandez le programme

Nous avons préparé deux programmes avec des militants locaux et des chercheurs. Un troisième programme a été constitué à partir des films proposés suite à notre appel.

L'un des programmes du festival 2023 sera consacré aux droits du travail. Bien qu'on nous vende activement l'idée de la réussite professionnelle et que le bureau soit comme une deuxième maison, le travail n'est souvent pas une question de plaisir mais une question de survie.

Pour nous, les droits du travail sont avant tout une question de solidarité et d'empathie. C'est pourquoi nous avons invité à coorganiser ce programme

une coopérative de couture ReSew – Швейний Кооператив (Chveiniï kooperativ), qui existe politiquement et écologiquement sans patrons ni employés et est unie par l'amour de leur travail – la couture.

Tonya, qui est membre de la coopérative, a partagé ses réflexions sur le sujet :

Pendant longtemps, j'ai pensé que j'avais commencé à travailler tard, à 20 ans, que je n'étais pas sérieuse dans mon travail, que je ne construisais pas une carrière, mais que je voulais juste gagner de l'argent.

J'ai travaillé comme secrétaire, coursière, nounou, professeure de danse, serveuse... Je ne me suis jamais senti stable et en sécurité nulle part.



Des membres de la coopérative ReSew avec une banderole qu'elles ont cousue pour une mobilisation contre l'adoption du nouveau Code du travail (Kiev, 2017).



Quand j'étais malade, je me sentais coupable envers l'équipe et envers moi-même. C'est étrange. Je réfléchis à toutes ces pensées maintenant. Pourquoi, travaillant pour quelqu'un, une institution publique ou privée, je n'ai jamais reçu de garanties sociales. Une seule fois, après un conflit, j'ai obtenu des congés payés. Pourquoi ne nous apprend-on pas à protéger nos droits au travail à l'école?

En regardant les films du programme Filma de cette année, j'ai ressenti beaucoup d'émotions et revécu des souvenirs personnels difficiles. Je me rends compte que, même maintenant, je dois apprendre à défendre mes droits et à penser radicalement à un monde assez organisé.

Remarques, auxquelles, Masha couturière, artiste, militante féministe queer et membre de la coopérative, ajoute :



Depuis mes années d'études, j'ai travaillé dans l'industrie textile en Ukraine à divers postes, à la fois en tant que subordonnée et directrice. Cette expérience m'a impressionnée dans la mesure où l'industrie textile est discriminatoire et oppressive, pas seulement en Ukraine, mais aussi partout dans le monde.

Depuis lors, j'ai trouvé extrêmement important de lutter pour mes propres droits, d'être solidaire de ceux qui luttent pour le droit à des salaires décents et à de bonnes conditions de travail, et d'organiser des événements progressistes comme le Festival du film féministe Filma qui propose des films qui racontent l'histoire du travail dans une perspective de gauche, féministe et militante.



**PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE**

Nous devons nous battre pour l'avenir de l'éducation ukrainienne

ENTRETIEN AVEC LE SYNDICAT ÉTUDIANT
PRIAMA DIIA¹

À l'occasion de la Journée de la connaissance, *Commons* s'est entretenu avec des militants du syndicat étudiant Priama Diia (Action directe) sur le droit à l'éducation dans un pays en guerre. Ils expliquent pourquoi ils ont décidé de relancer le syndicat, quels sont les obstacles à la protection des droits des étudiants et partagent leurs projets et leurs rêves pour l'avenir de l'éducation ukrainienne après la guerre.



L'histoire du syndicat remonte à près de trente ans. Nombre de nos rédacteurs et auteurs ont également adhéré à Pryma Diia lorsqu'ils étaient étudiants. Mais au milieu des années 2010, le syndicat est tombé en désuétude. Pourriez-vous nous dire comment vous est venue l'idée de le faire revivre ?

La renaissance du syndicat a commencé par une vague de mécontentement à l'égard de la prochaine réforme. En 2021, le ministère ukrainien de l'éducation et des sciences a lancé une nouvelle réforme visant à optimiser les établissements d'enseignement supérieur : les universités «non rentables pour l'État» devaient être intégrées à des universités plus

performantes. Cela signifiait la perte de la base matérielle de ces établissements d'enseignement, des licenciements massifs d'enseignants et la suppression des places financées par l'État pour les étudiants. Sur les 150 plus grandes universités d'État, 80 au maximum devaient subsister.

La réforme a indigné les étudiants et les enseignants, ce qui a donné lieu à des manifestations dans différentes villes d'Ukraine. L'action la plus significative et la plus importante a eu lieu le 2 décembre 2021, lorsque les étudiants et toutes les personnes concernées se sont opposés à la fusion de l'Université nationale de construction et d'architecture de Kharkiv avec l'Université nationale du pétrole et du gaz de Beketov. Les futurs militants de Pryma Diia ont également participé à la préparation de la manifestation. L'absence d'un syndicat puissant et d'expérience en matière d'organisation a constitué un obstacle important à l'époque, car les étudiants ne tenaient pas compte de l'universalité de leur problème, n'avaient aucune expérience de la lutte régulière pour leurs droits et ne se fixaient que des objectifs vagues. Les organisations affiliées à l'administration ne voulaient pas prendre part aux activités de protestation, et les associations d'étudiants indépendantes restaient silencieuses ou soutenaient les mantras néolibéraux sur la nécessité de privatiser l'éducation et l'ensemble de la sphère sociale en Ukraine.

Les problèmes juridiques, économiques et éducatifs s'accumulaient de manière exponentielle. Seule la gauche avait une vision critique et une compréhension d'une alternative valable, mais il n'y avait pas d'organisation de jeunes de gauche en Ukraine à l'époque. Nous savions que le syndicat Action directe avait existé et nous avons parlé à ses anciens membres, qui sont toujours de puissants activistes. Les succès et les efforts de nos prédécesseurs nous

1. Publié par le site de [Commons](#), 1^{er} septembre 2023. Traduction Patrick Le Tréhondat.



ont inspirés et nous avons rêvé d'une nouvelle étape pour le mouvement étudiant.

Quelques mois après les manifestations de l'automne, une invasion à grande échelle a commencé. Le nombre de défis à relever pour nous a augmenté de façon spectaculaire. Depuis lors, nous avons participé activement à des initiatives de bénévolat, en aidant les étudiants au niveau local et en nous joignant à des actions étudiantes près de chez nous.

Le système éducatif, érodé par des années d'irresponsabilité de l'État, a commencé à se tordre de douleur. Il est devenu presque impossible de maintenir un niveau nécessaire d'apprentissage, car les étudiants étaient en danger chaque jour et, dans certaines régions d'Ukraine, directement menacés de mort. Évacuation, destruction des logements, expulsion des dortoirs, perte de contact avec les parents, perte d'emploi et absence générale de vie stable... Dans ces circonstances extrêmement difficiles, les étudiants se sont également heurtés à l'incompréhension totale des administrations universitaires. Le niveau d'abus a augmenté de manière significative. Beaucoup d'entre nous ont ressenti ces problèmes de manière aiguë.

Finalement, nous avons analysé les nouvelles conditions, nous nous sommes ressaisis et nous avons

réalisé qu'il ne servait à rien d'attendre plus longtemps. En février 2023, nous, un groupe de trois à cinq activistes de gauche, avons lancé un appel ouvert aux étudiants désireux de rejoindre le syndicat Action directe. Le résultat a été inattendu, car notre organisation a commencé à se développer rapidement: le manque d'accès à l'éducation hors ligne et le petit nombre d'organisations véritablement de gauche en Ukraine ont joué leur rôle – les jeunes ont eu soif de militantisme.

Le syndicat des générations précédentes était un syndicat anarchosindicaliste. Quelles sont vos positions politiques aujourd'hui? Comment la génération actuelle d'étudiants perçoit-elle la politique de gauche?

Nous observons la tendance suivante: depuis le début de l'invasion à grande échelle, de nombreuses personnes, y compris des jeunes et des étudiants, ont ressenti le besoin de s'impliquer dans la vie sociale, publique et politique du pays. Cela peut s'expliquer de différentes manières, par exemple par le fait que chacun essaie de trouver sa place dans la résistance à l'impérialisme russe, que ce soit par le biais du volontariat, de l'organisation de formations diverses ou de la participation directe aux combats.



Bien sûr, pour beaucoup, la formation d'une nouvelle identité ukrainienne est négative: «Nous ne sommes pas la Russie.» La question de savoir s'il s'agit d'une stratégie productive pour construire une communauté est une autre question, mais il est clair que les jeunes constituent en grande partie leur vision du monde en opposant l'autoritarisme russe à la démocratie, la persécution de la communauté homosexuelle à l'inclusion, et ainsi de suite. En conséquence, nous assistons à une montée des opinions culturelles de gauche – ces personnes se qualifient généralement de libérales, conformément à la tradition américaine – également parmi les étudiants.

C'est pourquoi nous essayons maintenant de travailler principalement avec ce segment. Il ne fait aucun doute qu'Action directe continue aujourd'hui de prouver la nécessité de combiner les visions politiques et syndicales pour organiser un mouvement étudiant puissant. Les questions que nous soulevons seraient superficielles si nous ne soulignons pas que nos revendications stratégiques sont avant tout politiques. Par exemple, une éducation abordable et gratuite est une revendication de ce secteur spécifique – l'éducation – mais ce n'est qu'à travers une transformation en profondeur de l'ensemble du système social et politique que de telles revendications prendront tout leur sens.

Dans cette optique, le syndicat comporte deux pôles qui, à notre avis, ne sont pas viables l'un sans l'autre: la vaste communauté étudiante, qui est directement liée à l'expérience du processus éducatif, à ses lacunes et à ses déficiences, et le noyau militant, qui apporte un programme politique radical et universalise les problèmes spécifiques. Cette structure implique que pour rejoindre Action directe, il n'est pas nécessaire de bûcher des volumes de Proudhon ou de Marx, il suffit d'être d'accord avec les exigences

minimales, à savoir l'inadmissibilité de la discrimination pour un certain nombre de raisons – identité de genre, race, etc. Quant à l'ossature militante, elle comprend aujourd'hui des anarchistes, des marxistes, des sociaux-démocrates et des partisans de courants de pensée politique plus exotiques. En bref, Action directe est aujourd'hui un syndicat étudiant de gauche au sens le plus large.

Quelles organisations et tendances politiques suivez-vous, qu'elles soient historiques ou actuelles? Qui sont vos alliés en Ukraine et à l'étranger?

D'une part, nous essayons d'expérimenter avec la structure, d'inventer de nouvelles formes et de nouveaux principes d'organisation. Il s'agit d'une forme de créativité politique qui exige une grande flexibilité interne. Par exemple, pour impliquer les participants moins actifs et coordonner notre travail, nous avons créé un organe appelé le «siège de coordination», dont les membres sont élus par tirage au sort (selon les meilleures traditions anciennes). Lorsque nous rencontrons des problèmes dans le fonctionnement de cet organe, nous nous réunissons pour en analyser les raisons, réfléchir à la manière de surmonter ces lacunes, etc. Aujourd'hui, dans une large mesure, le siège de coordination fonctionne comme nous l'avions envisagé et montre que des formes aussi «bizarres» et ultra-démocratiques peuvent fonctionner – il suffit de les expérimenter et de les améliorer en cours de route.

D'autre part, puisqu'il n'est pas nécessaire de réinventer la roue, nous nous tournons vers l'expérience historique. Le mouvement étudiant a une histoire à grande échelle dans des contextes chronologiques et géographiques complètement différents. L'étude de cet héritage, avec la conscience des différences par



rapport à la situation actuelle, nous permet d'éviter de répéter les mêmes erreurs.

C'est ainsi que nous avons commencé à étudier le mouvement syndical étudiant au Québec, une région où il est encore fort aujourd'hui. Depuis les événements de 1968, la province s'est dotée d'une structure d'associations étudiantes qui anime des grèves dans l'enseignement et tient des assemblées générales d'enseignants et d'étudiants. Nous nous sommes inspirés de l'Association pour la solidarité syndicale étudiante, qui a existé de 2001 à 2019 et qui comptait 34 associations membres pour un total de 56 000 étudiants, tout en restant de gauche. Nous continuons à étudier leurs stratégies, leurs tactiques et leur organisation interne, en cherchant ce qui peut s'adapter et fonctionner dans notre contexte. Par exemple, le concept d'«étudiants en tant que travailleurs» nous permet d'aborder un certain nombre de problèmes dans l'enseignement supérieur d'une manière différente, en créant un espace de solidarité non seulement avec d'autres groupes et mouvements d'étudiants, mais aussi avec des initiatives syndicales générales: soins infirmiers, construction, et celles lancées par les travailleurs des services (dans lesquels les étudiants travaillent souvent à temps partiel en raison de la faiblesse des bourses).

Il convient de noter que nous entretenons des contacts amicaux avec l'organisation polonaise Kolo Mlodych, qui fait partie du syndicat Inicjatywa Pracownicza, Pologne où nos militants ont récemment assisté à une conférence, partagé leur expérience et participé à l'organisation de formations. Nous entretenons également des liens étroits avec l'organisation étudiante française Solidaires-Étudiant·es.

En Ukraine, la situation est quelque peu différente. La plupart des initiatives étudiantes ukrainiennes, telles que les Étudiants ukrainiens pour la liberté

(USS) ou la Ligue ukrainienne des étudiants, ont des principes fondamentalement différents des nôtres. L'USS est une organisation libertaire qui se concentre principalement sur les questions politiques, laissant de côté les questions sociales. Parfois, leurs fondements idéologiques produisent, à notre avis, des positions ouvertement anti-étudiantes: lors de la réorganisation de la NUBA de Kharkiv, au cours de laquelle certains membres du personnel ont dû perdre leur emploi et des étudiants ont dû perdre leurs places financées par l'État, l'USS a refusé de participer à la protestation, car elle considérait que cette «optimisation» était opportune.

Néanmoins, nous sommes heureux de coopérer avec les conseils d'étudiants, les organisations et les autres formes d'autonomie qui agissent au sein des universités. Leurs actions sont certes limitées, car elles sont régies par l'administration de l'université, mais les projets communs et la communication constituent une part importante de notre travail. C'est par l'intermédiaire des associations d'étudiants de diverses universités où nous n'avons pas d'activistes que nous pouvons nous informer des problèmes, de la corruption, etc. Parfois, ces associations étudiantes ne sont pas heureuses de coopérer avec nous, car elles nous considèrent comme suspects, mais en général, nous parvenons souvent à établir une communication.

C'est peut-être votre «génération» qui a eu les tâches les plus difficiles. Quels sont les sujets traités par Priama Diia? Quels sont vos principaux domaines d'activité aujourd'hui?

Nos tâches peuvent être divisées en deux catégories: celles liées à la politique éducative de l'État pendant la guerre, et celles plus globales, telles que la promotion des tendances émancipatrices dans l'organisation de l'éducation, la lutte contre la





discrimination, l'éco-activisme, et la popularisation des idées de gauche parmi les jeunes.

Nous savons tous que, pendant la loi martiale, il y a une interdiction de départ pour les hommes en âge de servir dans l'armée. Cette interdiction s'applique aux étudiants, qu'ils étudient à l'étranger ou en Ukraine. Cette politique de l'État entrave considérablement le processus éducatif, car les étudiants des établissements d'enseignement étrangers ne peuvent pas se rendre sur leur lieu d'études. Dans un environnement où les universités locales sont systématiquement sous-financées et où le niveau d'enseignement diminue en raison de la surcharge de travail, les étudiants perdent leur motivation et ne reçoivent pas toutes les connaissances nécessaires. Par conséquent, dans un avenir proche, nous serons confrontés à une pénurie de professionnels nécessaires pour soutenir les secteurs sociaux et économiques de l'Ukraine et, nous l'espérons, également la reconstruction réussie de l'après-guerre. C'est pourquoi la demande d'accès aux études à l'étranger pour les étudiants masculins est l'une des principales revendications de notre syndicat.

En mai 2023, nous avons lancé la campagne Studak, qui vise à lutter pour le droit au congé académique

et aux garanties sociales sous la forme d'inscription universitaires financées par l'État et garanties par la législation d'avant-guerre. L'administration a promis aux étudiants qu'après une pause légale, ils pourraient retourner vers l'enseignement gratuit, ce qu'ils attendaient. Cependant, à l'automne 2022, le ministère de l'éducation et des sciences a publié la résolution n° 1224, qui a effectivement supprimé toutes les places financées par l'État pour ces étudiants.

Dans un premier temps, nous avons communiqué avec les victimes pour évaluer l'ampleur du problème. Dans cet objectif, nous avons envoyé des centaines de lettres aux conseils d'étudiants et aux recteurs des différentes universités du pays, mais nous n'avons pas encore reçu de réponse significative (nous avons reçu environ cinq réponses). Nous avons également essayé de contacter des fondations pour qu'elles couvrent les frais des étudiants particulièrement touchés. En tout état de cause, nous n'avons pas trouvé de soutien parmi les universités et les agences gouvernementales. Nous sommes maintenant à la croisée des chemins : certains d'entre nous considèrent l'action directe comme la dernière occasion de se faire entendre, tandis que d'autres envisagent de contacter les médias.

Il y a quelques jours, nous avons lancé une pétition pour transformer le bâtiment de l'ancienne ambassade russe à Kiev en centre communautaire. Au lieu d'être inutilisé ou transformé en un nouveau centre commercial, cet espace pourrait devenir un point de rencontre où les étudiants pourront partager leurs connaissances et leurs expériences. Il sera ainsi plus facile de générer de nouvelles idées et de travailler ensemble pour les mettre en œuvre. En outre, le centre communautaire soutiendra les personnes qui ont besoin d'aide et d'un abri. Si la pétition ne reçoit pas de réponse à grande échelle, nous prévoyons de



mener plusieurs campagnes pour attirer l'attention sur ce projet.

Comme beaucoup d'autres institutions de la société ukrainienne, l'éducation doit être réformée. Comment voyez-vous un avenir positif pour l'éducation ukrainienne? En bref, dites-nous comment une université devrait être organisée pour que les jeunes aient envie d'y étudier?

Notre syndicat a des visions stratégiques ambiguës, voire utopiques. Il y en a plusieurs, et nous n'avons pas encore formulé de position unique, même si nous espérons rédiger un manifeste exposant les grands principes d'ici la fin de l'année.

Bien sûr, nous sommes d'accord sur le fait que l'éducation doit être accessible, voire gratuite. Sur cette base, les membres d'Action directe construisent différents modèles. Permettez-moi de vous en donner un exemple. Les universités et le système d'enseignement supérieur en général jouent un rôle important dans la reproduction de la société : les connaissances à différents niveaux d'application pratique que les étudiants acquièrent sont utilisées dans les entreprises, l'industrie, la gestion, la politique, etc. Les avantages matériels et politiques dont nous bénéficions sont profondément ancrés dans le système éducatif. Par conséquent, les étudiants, en étudiant, en rédigeant des thèses, des essais et en produisant des idées, accomplissent une partie du travail nécessaire non seulement au développement de la société, mais aussi à sa reproduction. De ce point de vue, un étudiant agit comme un travailleur, ce qui signifie que l'éducation ne devrait pas seulement lui être accessible, mais qu'il devrait être aussi payé. L'idée d'un salaire étudiant n'est pas nouvelle. À l'apogée du mouvement étudiant dans les années 1970, elle a eu de

nombreux partisans et constituait une revendication concrète face aux autorités.

À cette vision stratégique s'ajoutent la question d'autonomie fondamentale et la démocratisation des universités. Nous ne croyons pas que les étudiants soient des « consommateurs d'éducation », des acteurs d'un réseau d'achat et de vente, dans lequel la connaissance revêt une fonction totalement utilitaire. Le savoir que nous recevons dans les établissements d'enseignement supérieur n'est pas préparé « pour nous », comme des tartes, que nous achetons ensuite. Il est flexible et se transforme constamment au cours du processus d'apprentissage. C'est ainsi que l'éducation s'améliore et s'adapte aux besoins.

Par conséquent, les étudiants sont des participants à part entière dans ce processus et devraient jouer un rôle approprié dans la gestion des établissements universitaires. Il ne s'agit pas de faire des caprices, mais d'améliorer l'université, ce qui est de plus en plus urgent dans le contexte de la reconstruction d'après-guerre.

Il est nécessaire de montrer aux étudiants qui ont été contraints de quitter l'Ukraine que des changements sont en cours dans le système d'enseignement supérieur, qu'il y aura des changements positifs. De telles transformations ne sont pas le fruit de la bonne volonté d'un ministre ou d'un président, mais nécessitent une lutte et l'implication des étudiants. Malheureusement, aujourd'hui, les jeunes ne considèrent pas les problèmes d'apprentissage comme quelque chose d'exceptionnel, mais plutôt comme un état de fait normal, « naturel ». Nous entendons souvent des choses comme : « Ça ne peut pas aller mieux ! » Dans ces moments-là, le verdict de Mark Fisher, selon lequel nous avons oublié comment imaginer, résonne. Afin de faire avancer les choses, nous



essayons de proposer différentes visions stratégiques de l'éducation idéale.

Outre les exigences utopiques, nous comprenons qu'il existe des défis à relever ici et maintenant. Il s'agit de problèmes tout à fait triviaux, qui sont le point de départ d'un travail plus important: l'absence de syllabus [ou résumé] dans de nombreuses disciplines dans les universités, les calendriers académiques mal formatés, les cafards dans les dortoirs, et bien d'autres choses encore. Chaque petite victoire vivifie l'organisation et l'amène à un nouveau niveau. C'est pour ce type de travail sur le terrain que nous travaillons actuellement à la décentralisation de l'organisation et à l'enregistrement de branches (sections syndicales) dans différentes universités. Il est important non seulement de se concentrer sur les problèmes de l'éducation ukrainienne en général, mais aussi de travailler à petite échelle.



Que souhaitez-vous aux étudiants en ce 1^{er} septembre?

Il faut toujours avoir le pouvoir de choisir. Choisir ce que l'on étudie, qui l'on écoute, où l'on va et avec qui l'on communique. Parfois, la situation est telle qu'il est presque impossible de faire un choix: des milliers d'obstacles vous en empêchent. C'est pourquoi nous existons en tant que syndicat, en tant qu'espace où chaque étudiant peut surmonter les obstacles ensemble et lutter pour une éducation décente. Il est donc important de ne pas succomber à la normalisation et à la «moyennisation». Que l'éducation vous donne les moyens de réfléchir de manière critique aux relations sociales qui vous entourent, de surmonter l'inégalité, l'injustice et l'arbitraire, et non de vous entraîner dans un système construit sur la domination et la soumission.

«Пряма дія» — незалежна студентська профспілка, метою якої є захист прав та інтересів студентства, а в довгостроковій перспективі — побудова доступної й егалітарної системи освіти на засадах рівності, студентської солідарності та протидії комерціалізації освіти. Освіта — право, а не привілей!

А ЯК ЩОДО УНІВЕРСИТЕТСЬКИХ СТУДЕНТСЬКИХ ПРОФСІЛОК, ХІБА ЇХ НЕДОСТАТНЬО?

На жаль, ці профспілки найчастіше не приймають активної діяльності в боротьбі студентства за свої права через бюрократизованість, корупцію та підконтрольність адміністрації. Саме незалежність і самокерованість «Прямої дії» є нашою основною перевагою.

ЧОМУ ТОБІ ВАРТО ДОЄДНАТИСЯ ДО «ПРЯМОЇ ДІЇ»?

Профспілкова діяльність є не лише суспільно корисною, але й має переваги для кожного учасника індивідуально: захист та взаємодопомога, реалізація твого запалу у сфері соціальної боротьби, поле для експериментування та практики у сферах івент-менеджменту та написання статей; круте коло однодумців, мінімум бюрократії, неформальне спілкування та тімбілдінги.



До чого зобов'язує членство у профспілці?

Ми розуміємо, що не всі студенти мають можливість вести активістську діяльність, тому ти можеш приєднатись і тримати з нами контакт. Якщо ж час для роботи знайдеться, то завжди можна приєднатись до активного кола ПД, утілюючи в життя свій ентузіазм.

Trudova Halytchyna, la voix des travailleurs de Galicie

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT¹

Trudova Halytchyna (Labeur en Galicie) se donne pour objectif «de faire la lumière sur un sujet aujourd'hui ignoré des Ukrainiens: la situation économique, sociale et culturelle des travailleurs galiciens. Nous devons donc parler des travailleurs dans les usines et les ateliers, les entreprises de construction, les entreprises communales, les fermes, les bazars et les supermarchés, les cafés et les cantines, les galeries et les musées.» Après une suspension de ses publications en avril 2022, cet organe d'information sociale a récemment repris ses activités. Il a notamment publié un entretien avec le syndicat des grutiers de Lviv, une étude sur les inégalités de salaires et de conditions de travail des infirmières et des médecins. Son équipe d'animation a pris le temps de répondre à nos questions.

Pouvez-vous nous présenter *Trudova Halytchyna*, son histoire, ses activités depuis sa fondation?

C'est une plateforme d'information initialement fondée en octobre 2019 par les militants du Sotsialnyi Rukh (Mouvement social). Son objectif est de mettre en lumière les problèmes liés aux conditions de travail, aux grèves, aux manifestations, etc., en se concentrant principalement sur la région de Galicie en Ukraine (régions de Lviv, Ternopil et

Ivano-Frankivsk). Depuis sa création, notre chaîne d'information a publié des centaines d'informations sur les travailleurs ukrainiens dans la partie occidentale de l'Ukraine et a mis en lumière de nombreux problèmes.

Après le début de l'invasion à grande échelle, et après que les priorités ont changé, nombre de nos militants sont allés dans l'armée, ont déménagé à l'étranger ou se sont dispersés dans toute l'Ukraine. L'activité du média a été mise en pause. Mais une guerre à grande échelle n'a rien changé au fait que les travailleurs ukrainiens souffrent du capitalisme. Même si la guerre a détourné l'essentiel de l'attention des questions liées au travail, elles n'ont pas disparu et, à bien des égards, n'ont fait qu'empirer. Compte tenu de cela, nous avons décidé de reprendre notre activité et de continuer la publication.

Comment évaluez-vous la situation des travailleurs en Galicie depuis le début de la guerre?

La situation des travailleurs dans l'Ouest de l'Ukraine depuis le début de l'invasion à grande échelle reflète à bien des égards la situation générale des travailleurs dans notre pays. Bien que les Ukrainiens de la partie occidentale soient beaucoup moins touchés par les frappes de missiles russes et les actions de guerre agressives, ils sont néanmoins soumis aux nouvelles lois du travail d'urgence mises en œuvre par le gouvernement ukrainien. Ces lois ont été adoptées dans le premier mois après l'invasion et visent principalement à donner aux propriétaires d'entreprises plus de liberté pour licencier les travailleurs ou les mettre en congés non payés, en limitant l'autorité des inspecteurs du travail et des syndicats, etc. Ces lois sont considérées comme temporaires et seraient actives jusqu'à la fin de la guerre, mais certains indicateurs laissent déjà penser que les



1. 1^{er} septembre 2023.

parlementaires ne s'arrêteront pas là et feront de leur mieux pour rendre ces changements permanents.

L'interdiction officielle de toute grève pendant la guerre a joué un grand rôle dans cette situation. Avant la guerre, les grèves étaient extrêmement importantes dans la lutte des travailleurs pour de meilleures conditions ici en Galicie. Par exemple, seulement au cours des deux dernières années précédant l'invasion à grande échelle, des grèves réussies ont eu lieu parmi les mineurs, les grutiers et le personnel médical dans la région de Lviv.

Pouvez-vous décrire le mouvement syndical en Galicie? Et ses activités depuis le 24 février 2022, ses difficultés?

Les travailleurs de l'Ouest de l'Ukraine sont beaucoup moins touchés par les conséquences directes de la guerre et disposent de plus de capacités de résistance organisée. Depuis le début de l'invasion, de nombreux travailleurs des régions du Sud et de l'Est se sont déplacés vers l'ouest, augmentant ainsi l'offre sur le marché du travail et créant des opportunités pour les employeurs de chercher à baisser les salaires. C'est l'un des principaux problèmes auxquels le Syndicat des grutiers de Lviv est actuellement confronté: alors qu'ils tentent de faire pression pour une augmentation du salaire horaire à 4,98 euros, de nombreux nouveaux travailleurs, qui ont déménagé à Lviv depuis d'autres régions, sont prêts à travailler pour moins de 3,23 euros, seulement pour obtenir le poste. Naturellement, de nombreux employeurs profitent de cette situation. La priorité est donc devenue de tendre la main aux travailleurs non syndiqués et de les motiver à exiger des salaires plus élevés de la part de leurs patrons.

Après le début de l'invasion à grande échelle, de nombreux travailleurs, parmi lesquels des militants syndicaux, ont été soit enrôlés dans l'armée, soit ont

rejoint l'armée en tant que volontaires. Une partie importante du travail des syndicats pendant la guerre consiste à fournir un soutien matériel à leurs camarades dans l'armée: achat d'équipement, de vêtements, de véhicules, etc. Des collectes de fonds ont lieu régulièrement, les syndiqués et les travailleurs non syndiqués faisant don avec enthousiasme de milliers et de milliers de hryvnias.

Quels sont vos projets?

Au cours des derniers mois, nous avons mené plusieurs entretiens avec des militants ouvriers. Le premier d'entre eux était Marta Bernagevytch, une médecin de Velykyi Lubin, dans la région de Lviv, qui faisait partie du personnel médical d'un hôpital local qui a manifesté pour destituer le directeur de son établissement médical, impliqué dans des affaires de corruption. Leur manifestation a été un succès et nous l'avons interrogée sur les défis auxquels ils ont été confrontés pour organiser la manifestation. Le deuxième entretien a eu lieu avec Lubomir du Syndicat des grutiers de Lviv. Il nous a parlé de l'histoire du syndicat et des défis auxquels il est confronté en temps de guerre.

Nos autres projets comprennent une enquête auprès des grutiers de la région de Lviv, un entretien avec un soldat conscrit sur les conditions dans l'armée ukrainienne, ainsi qu'un projet éducatif visant à aider les femmes qui ont perdu leur emploi.

Aujourd'hui, vous publiez sur la Galicie, pensez-vous pouvoir un jour couvrir toute l'Ukraine?

En fait, nous prévoyons de continuer à couvrir les affaires locales dans la région de Galicie, car couvrir l'ensemble de l'Ukraine va inévitablement brouiller notre attention et nécessiter beaucoup plus de ressources de la part de notre équipe. Nous faisons



partie du Sotsialniy Rukh, qui est une organisation panukrainienne, et aimerions encourager nos camarades de différentes villes: Kiev, Kharkiv, Dnipro, Kryvyi Rih, à organiser des plateformes similaires à la nôtre qui se concentreraient sur leurs régions respectives. Tandis que la plate-forme officielle de l'organisation pourrait mettre en évidence les nouvelles les plus importantes de chaque région et se concentrer sur la couverture de questions plus larges et plus fondamentales.

ENSU-RESU Bulletin d'information syndicale

SEPTEMBRE 2023

NUMÉRO 2

Disponible sous forme de document Google à l'adresse suivante:

https://docs.google.com/document/d/1vS0F8AG_uMsDbAL7DUEGzIMQV4EzY_Sj3Lm5U6S8m5tU9Y7S8vuyEYVMj8cst4-50K6Cu4HSPz7a0z

Une victoire importante au Congrès des Syndicats britanniques

Bienvenue au deuxième numéro de l'édition française de la lettre d'information syndicale du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (ENSU-RESU)! Ce numéro coïncide avec une importante victoire au Congrès des Syndicats Britanniques (TUC) qui s'est tenu du 10 au 13 septembre à Liverpool.

Cette victoire est due au travail persistant de la campagne de solidarité avec l'Ukraine au fil des ans au sein du mouvement syndical au Royaume-Uni. C'est un exemple pour tous les syndicalistes qui se battent pour étendre la compréhension et la solidarité avec les luttes des travailleurs ukrainiens, aussi bien dans la lutte contre l'invasion criminelle russe que dans la défense de leurs droits.

Les autres articles de la lettre d'information font le point sur les luttes syndicales et étudiantes en Ukraine et contre la répression du mouvement syndical au Belarus.



Lors de la réunion marginale du TUC sur la solidarité avec l'Ukraine : Maria Exall, présidente du TUC, Barbara Plant, présidente et secrétaire générale du GMB, Gary Smith, Chris Kitchen, secrétaire général du NUM, Simon Weller, secrétaire général adjoint de FASLER, John Moloney, secrétaire général adjoint du PCS (Crédit : Campagne de solidarité avec l'Ukraine).

Solidarité avec les travailleurs, les travailleuses et les syndicats d'Ukraine

[Congrès TUC : Une victoire pour la solidarité avec l'Ukraine, une victoire pour la vérité](#)

Source: Ukraine Solidarity Campaign

Résistances sociales au travail

ALEXANDRE KITRAL¹

La nouvelle législation du travail adoptée sous la loi martiale a rendu la vie des salariés beaucoup plus difficile. Malgré cela, de nombreuses personnes ont commencé ou continuent à se battre pour obtenir de meilleures conditions de travail. Dans cet article, nous racontons l'histoire d'un médecin qui, malgré le harcèlement moral de sa direction, continue à défendre ses droits. Nous partageons l'expérience d'un dirigeant syndical qui a créé un fonds pour lutter contre l'arbitraire patronal. Nous parlons également de travailleurs agricoles qui tentent de créer une coopérative sans patrons ni subordonnés. Ces initiatives, et bien d'autres similaires, montrent qu'il existe dans la société ukrainienne de nombreuses personnes qui ne veulent pas être prises en otage par les circonstances – elles sont prêtes à défendre ce qui est juste et à proposer de nouveaux principes de développement.

Des priorités faussées

Si l'on examine la situation actuelle, on constate de nombreux changements négatifs dans la protection des droits des travailleurs. Cela est dû en grande partie à la loi n° 2136-IX «sur l'organisation des relations de travail sous la loi martiale», adoptée en mars de l'année dernière. Cette loi a permis à de nombreux

1. Journaliste traitant particulièrement la question des violations des droits humains et de protection sociale. Publié par *Commons*, 12 septembre 2023. Traduction Patrick Le Tréhondat.



employeurs de réduire un certain nombre de leurs obligations envers leurs employés. Les grandes entreprises ont été particulièrement performantes à cet égard, car les défenseurs des droits humains estiment qu'elles ont été parmi les premières à tirer parti de la nouvelle législation.

Une «liste noire» des entreprises qui ont profité de la nouvelle législation du travail et qui ont suspendu temporairement ou modifié de manière significative les conventions collectives est disponible sur le site du [Sotsialnyi Rukh](#). Outre les entreprises privées, dont la célèbre société Nova Poshta LLC, un grand nombre d'entreprises publiques attirent l'attention. Par exemple, la centrale nucléaire de Tchernobyl, le port d'Odessa et Ukrzaliznytsia [les chemins de fer ukrainiens]. Selon Vitaliy Dudin, président du Mouvement social, cette situation n'est clairement pas en faveur de l'État, qui, dans les conditions actuelles, n'agit pas de manière beaucoup plus responsable que les propriétaires privés.



Pas d'augmentation de salaire, ni de congés bien mérités

L'exemple négatif le plus illustratif est sans doute celui d'Ukrzaliznytsia. Premièrement, il s'agit du plus grand employeur d'Ukraine, ce qui affecte un grand nombre d'employés et constitue un exemple pour les autres employeurs. Deuxièmement, certaines dispositions de la convention collective ont été annulées la veille de l'adoption de la loi controversée n° 2136-IX, le 15 mars 2022. Le registre national unifié des décisions de justice, dans lequel Ukrzaliznytsia est accusée, en atteste.

«Il semble que l'entreprise ait été en communication avec les législateurs qui ont introduit cette initiative. De toute évidence, dès que les dirigeants

d'Ukrzaliznytsia ont vu que la situation financière de l'entreprise se détériorait, ils ont pris la décision selon le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration», a déclaré Vitaliy Dudin à *Commons*.

Oleksandr Skiba, responsable de la section du syndicat indépendant des cheminots d'Ukraine au dépôt de Darnytskyi à Kyiv, a détaillé des changements intervenus dans le travail à Ukrzaliznytsia. Il a noté que de nombreux employés des équipes de locomotives sont désormais contraints de travailler plus longtemps que les 12 heures requises. Beaucoup ont également été scandalisés par la suppression de 14 jours de congés supplémentaires par an, auxquels ils avaient droit en raison d'horaires de travail irréguliers, ainsi que de 3 à 5 jours de congé supplémentaires par an pour de longs états de service. Cette suppression a eu un impact négatif sur la motivation des employés.

«Notre travail n'a pas d'horaire précis. En fait, les gens travaillent à n'importe quelle heure. Parfois, il faut aller travailler à deux heures de l'après-midi, parfois à une heure du matin. Le biorythme d'une personne est donc complètement perturbé. C'est la raison pour laquelle les employés sont avertis 14 jours à l'avance de ces conditions de travail dangereuses. J'ai moi-même fait l'expérience de ce que représentent 24 jours de congé quand on n'en a pas du tout. C'est très peu. Les jours de congé supplémentaires [pour ancienneté] n'ont été restitués que récemment, et ce après plus d'un an», a déclaré le syndicaliste à notre publication.

Un autre problème, selon Oleksandr Skyba, est l'absence de meilleurs salaires dans les régions en première ligne face à la guerre.

«Il y a quelques jours, j'ai reçu un appel d'un collègue de Zaporijjia. Pendant la conversation, j'entends une explosion. C'était une explosion normale :

“Oh, une fusée est arrivée, quelque chose brûle”. Je ne sais pas comment les gens font pour travailler là-bas sans augmentation de salaire, ni prime», a déclaré Oleksandr.

En même temps, selon le responsable du syndicat, les travailleurs de Zaporijjia reçoivent des salaires modestes pour leur travail. Par exemple, en juillet 2023, un conducteur de deuxième classe ayant l’ancienneté maximale a reçu moins de 14 000 UAH [355 euros], et sa femme, qui travaille comme ajustrice dans la même entreprise, a reçu 6 000 UAH [152 euros]. Certes, le nombre d’heures de travail a diminué en raison de la réduction du trafic, mais dans le même temps, les cheminots travaillent dans des conditions dangereuses en raison des bombardements des gares et des dépôts.

«Pouvons-nous au moins augmenter les primes pour les personnes en première ligne? Après tout, ils travaillent dans des conditions extrêmes», déclare le responsable du syndicat.

De plus, il est difficile d’influencer la direction de l’entreprise en raison de l’interdiction des manifestations et des grèves due à la loi martiale. Oleksandr Skyba note qu’il connaît des cas où ceux qui ont essayé de lutter pour leurs droits du travail ont été dépouillés de tous leurs moyens de défense par leurs employeurs. Ensuite, ces employés, s’ils pouvaient être appelés au service militaire, ont été soumis à la mobilisation. Il s’agissait d’une mesure tout à fait prévisible de la part des employeurs pour faire pression sur les travailleurs mécontents. Les autorités auraient dû prévoir des mécanismes pour contrer ces «répressions».

Afin de pouvoir défendre les droits des travailleurs dans le contexte actuel, Skiba a créé la Fondation caritative panukrainienne pour le développement du mouvement syndical. Par l’intermédiaire de cette

fondation, il espère collecter des fonds afin que les syndicats puissent se fournir mutuellement une assistance juridique rapide devant les tribunaux. Par exemple, pour qu’ils puissent engager un avocat pour s’occuper d’une affaire. Dans le même temps, un responsable local du syndicat peut aider et acquérir de l’expérience dans les subtilités juridiques afin de pouvoir agir de manière indépendante à l’avenir. Oleksandr Skiba estime que le tribunal est le seul mécanisme juridique permettant de lutter contre l’arbitraire de la direction d’Ukrzaliznytsia.

«Si dix à douze représentants syndicaux des régions acquièrent une expérience juridique et en usent, cela obligera les employeurs à assumer leurs responsabilités et à respecter les droits des travailleurs de manière adéquate», a-t-il conclu.

« Ne me manipule pas avec ton Boutcha! »

De nombreux employeurs des régions relativement calmes de l’Ukraine occidentale ont rapidement tiré parti de la nouvelle législation du travail. Parmi eux, les administrations des institutions éducatives et médicales. Par exemple, dans l’établissement d’enseignement Lipetskopoljanske dans la région de Zakarpattia, la directrice adjointe du travail éducatif a été transférée au poste de professeur de langue et de littérature ukrainiennes – sans son consentement. À l’hôpital central du district de Kolomyia, le directeur général a signé un ordre de transfert d’un employé du laboratoire à un poste à mi-temps. L’employé n’a pas reçu le préavis de deux mois habituel. Dans les deux cas, les employés ont saisi la justice et ont obtenu gain de cause. Vitaliy Dudin note que plus de la moitié des personnes qui décident de se battre pour leurs droits du travail et d’aller en justice obtiennent gain





de cause. Toutefois, il faut avoir les ressources et la force nécessaires pour le faire.

«Il faut avoir un sens de la droiture morale, un accès à l'aide juridique ou à des connaissances juridiques, des fonds pour payer les frais de justice et de la patience, car le procès peut durer jusqu'à six mois», a-t-il déclaré.



Marta Talantchuk, gynécologue-obstétricienne, estime que de nombreux travailleurs doivent aujourd'hui faire preuve de résilience s'ils ne veulent pas dépendre des décisions d'une direction inepte. Marta travaille dans une maternité sur la rive gauche à Kyiv et a souvent subi des pressions de la part de l'administration, qui l'a poussée à démissionner. Le conflit a éclaté après que la jeune médecin a défendu ses droits. Marta raconte qu'on a essayé de la rendre «responsable» de la mort d'un nouveau-né, alors qu'elle n'était que membre d'un groupe de médecins à l'époque et que la responsabilité incombait au médecin de garde. Mais le directeur de l'institution médicale, selon la médecin, a essayé de la rendre responsable en tant que plus jeune employée. La jeune femme n'a pas cédé, et les pressions ont commencé, qui ont pris une forme plus cynique avec l'éclatement de la guerre.

En février-mars de l'année dernière, Marta a dû survivre à l'occupation. Pendant les premiers jours de la guerre, elle et son enfant sont restés dans leur maison du quartier de Boutcha, qui était occupé. Plus tard, la mère et l'enfant ont réussi à partir, bien qu'ils aient failli le payer de leur vie – pendant l'évacuation, les militaires russes ont ouvert le feu avec des armes automatiques. Marta se souvient qu'elle s'est cachée avec son enfant derrière un tas de débris de construction, afin que les balles ne les atteignent pas.

Elle a repris le travail quelques mois plus tard, après son retour de l'étranger. Le mari de Marta est infirmier dans une brigade d'assaut et ne peut pas être à ses côtés. Pour pouvoir passer plus de temps avec son fils, stressé par cette expérience, et s'occuper de sa grand-mère de 86 ans atteinte de démence, elle a demandé à la direction de la maternité de la faire travailler en équipe.

«Le directeur a répondu: «Ne me manipule pas avec ton Boutcha! Tu peux mettre fin à ton contrat de travail.» C'est alors que j'ai appris que deux personnes avaient été acceptées dans le service. J'ai alors envoyé des lettres à diverses autorités pour demander de l'aide pour la garde de mon enfant, et j'ai écrit au ministère ukrainien de la santé. Mais tous mes

appels ont été envoyés de mon lieu de travail. Le directeur a alors réuni le personnel et a commencé à lire devant tout le monde le contenu de mes lettres, dans lesquelles je décrivais l'état de mon enfant et de ma grand-mère. Bref, il a organisé une mise en accusation publique. Finalement, il a dit qu'il n'était pas obligé de m'aider. Après cela, j'ai dit que je ne transigerais sur rien», a déclaré la médecin.

Les difficultés qu'elle a rencontrées n'ont pas brisé Marta, au contraire, elles l'ont rendue plus forte. La femme fait remarquer qu'elle avait déjà essayé de défendre ses droits, mais qu'elle le fait maintenant plus calmement, sans agitation inutile et sans troubles intérieurs.

Pourquoi le gouvernement devrait-il accorder plus d'attention à l'amélioration de la sphère sociale et plus particulièrement des conditions de travail? Selon Vitaliy Dudin, cela est nécessaire pour que les gens continuent à travailler en Ukraine et pour attirer des personnes à l'étranger. Il pense que plus le contraste avec les pays de l'UE sera faible, plus les gens resteront en Ukraine. L'avocat estime que le gouvernement devrait prendre ses responsabilités politiques en abrogeant la loi n° 2136 ou en supprimant toutes les dispositions qui permettent aux employeurs de faire unilatéralement ce qu'ils veulent. Il est également nécessaire de mettre en place un système d'inspection du travail efficace qui aurait un réel pouvoir sur les employeurs peu scrupuleux.

«Je ne pense pas que le fait de relever les normes sociales et d'augmenter les dépenses publiques pour les financer suscitera une inquiétude significative chez nos partenaires étrangers. Je pense qu'ils sont beaucoup plus effrayés par le problème de la corruption. Et la corruption se développe là où il y a de la pauvreté», a déclaré Vitaly Dudin.

Il estime que pour sortir de la pauvreté, l'État doit investir massivement dans la création d'emplois, les prestations sociales et les aides à ceux qui ne peuvent pas réaliser pleinement leur potentiel de travail.

«La politique de main-d'œuvre bon marché et d'austérité ne s'est pas justifiée et est critiquée à tous les niveaux. L'Ukraine ne doit pas être un pays qui fournit une main-d'œuvre bon marché. C'est un pays qui donne l'exemple de l'adaptabilité à toutes les conditions, un pays de personnes motivées et travailleuses qui sont prêtes à relever tous les défis. Et ces personnes méritent des salaires décents et un ensemble de mesures sociales», a souligné l'expert.

Développement de la conscience de soi et recherche d'une alternative

Aujourd'hui, la société est très demandeuse de conditions de travail équitables. Certaines personnes sont prêtes à faire des efforts pour améliorer la situation. Certaines s'engagent dans le mouvement syndical, d'autres créent des associations pour défendre leurs intérêts. Il existe par exemple des exemples de petites équipes qui ont réussi à introduire des principes d'interaction plus équitables dans leur travail. C'est le cas des coopératives agricoles, qui reposent sur l'unité des travailleurs. Les gens sont unis par des objectifs communs, et il se trouve que la direction est également intéressée par la mise en œuvre des meilleures pratiques. Et si un directeur ne fait pas son travail, il peut être révoqué par un vote.

Dans de nombreuses coopératives, le président ne perçoit pas de salaire; il n'est motivé que par la réalisation de soi et le désir de soutenir les gens. C'est l'approche adoptée par la coopérative Nach Dobrobut à Valky, dans l'oblast de Kharkiv, qui regroupe des



habitants de sept localités et se spécialise dans la vente de légumes «bortsch». Comme nous l'a expliqué le directeur de la coopérative, Valerii Buchnov, chaque membre de l'association dispose d'une voix, indépendamment de son statut ou de ses revenus. La coopérative décourage également la concurrence, qui peut être source de discorde entre les gens, mais encourage le soutien mutuel et les initiatives visant à un développement commun.

Aujourd'hui, la coopérative regroupe 54 personnes et, selon Valeriy Buchnov, elle n'en est qu'au début de son développement. L'objectif est de réunir 1 500 personnes dans la coopérative. Selon lui, l'avenir de l'Ukraine réside dans le système coopératif, car il donne à la société la possibilité de participer à la création de meilleures conditions de vie. Il est encore difficile d'évaluer l'efficacité de cette approche dans la réalité ukrainienne d'aujourd'hui. Mais l'essentiel est qu'aujourd'hui les citoyens commencent à réfléchir au développement futur de la société, à proposer des solutions et à essayer de les mettre en œuvre.

Bien que les effets de la guerre et de la crise économique obligent souvent les gens à se concentrer sur leur propre survie, certains ont la force et la volonté de défendre leurs droits. Selon les représentants du mouvement syndical, de nombreuses personnes comprennent la nécessité de prendre des mesures actives pour protéger l'intérêt public. Oksana Slobodiana, dirigeante du mouvement Sois comme Nina, qui rassemble des femmes travaillant dans le secteur de la santé, souligne que les gens s'impliquent davantage, posent des questions aux autorités et demandent des éclaircissements plus souvent et plus vigoureusement.

«Il n'y a plus de peur comme avant. Les gens sont plus enclins à s'organiser. Si auparavant je devais inciter les gens à venir au rassemblement, aujourd'hui je dois limiter le nombre de participants parce que les

rassemblements de masse sont interdits en raison de la loi martiale», a-t-elle déclaré.

Oksana Slobodiana pense également que le public commence à suivre la politique du pays de plus près. Les gens se rendent compte qu'ils ont le droit de savoir ce qui se passe dans le pays, car ils pensent que l'État, c'est eux.

«Auparavant, de nombreux citoyens pensaient que tout leur était volé sous leurs yeux et qu'ils ne pouvaient pas influencer ces processus. Mais aujourd'hui, je constate que si une personne parvient à obtenir un peu de justice sur son cas, cela lui communique de l'optimisme et la motive à poursuivre ses efforts. Les gens se rendent compte qu'ils doivent garder un œil sur ce qui se passe», dit-elle.

Le fait que, face à un taux de chômage élevé, des personnes soient prêtes à affronter leurs employeurs pour protéger leurs propres droits et ceux de leurs collègues montre que la détermination des citoyens s'accroît. De tels cas peuvent servir d'exemple positif pour d'autres citoyens qui n'ont pas connu d'expérience similaire. La question de savoir si ces tendances peuvent être politisées et conduire à des changements généraux dans la société dépendra de nombreux facteurs. Toutefois, l'activité de la population dans la protection de ses intérêts collectifs peut devenir une condition préalable nécessaire à un tel changement social.



Chronique des événements courants

Marioupol

Le passeport russe ou mort

À Marioupol occupée, l'insuline n'est délivrée qu'aux personnes disposant d'un passeport russe. Ainsi, un habitant de la ville souffrant de diabète s'est tourné vers l'hôpital local, mais ils ont refusé de lui délivrer le médicament vital, invoquant l'absence de passeport russe. «C'est la politique des occupants, qui vise à tout prix à russifier la ville. C'est pourquoi les habitants de Marioupol sont obligés d'obtenir des passeports russes. Dans le même temps, des conditions strictes sont imposées. Sans passeport, il est impossible de recevoir de l'aide, des soins vitaux, de trouver un travail et de se déplacer librement. Les gens doivent choisir: ou avoir ce document et avoir au moins certains droits, ou simplement mourir», explique le maire de Marioupol Vadym Boychenko.

Oblast de Kherson

Les partisans ukrainiens sabotent la mascarade du « vote »

Le 9 septembre un groupe de la résistance ukrainienne de Nova Kakhovka (oblast de Kherson) a réussi à saboter avec succès l'organisation du vote «fantoche» de l'administration d'occupation dans les territoires temporairement occupés. Il a fait exploser la voiture des occupants, qui servait à la protection des «bulletins de vote» et des «bureaux de vote» lors

des prétendues élections organisées par le Kremlin. À la suite de l'explosion de la voiture, un soldat russe a été tué et deux autres ont été blessés. Le Centre national de la résistance indique que dans la même région de Kherson, tous les médecins ont été envoyés «voter» dans les bureaux de vote, la majorité d'entre eux venant de la Fédération de Russie. Les partisans ont également piraté les émissions russes en Crimée occupée, diffusant à la télévision un clip vidéo pro-ukrainien appelant au boycott des fausses «élections».

Marioupol

Une chanteuse chinoise sur les décombres du théâtre

Des artistes et blogueurs chinois sont arrivés à Marioupol occupée par la Russie. En particulier, la chanteuse chinoise Wang-Fang qui a interprété la chanson *Katioucha* sur les ruines du théâtre dramatique de Marioupol, dans lequel l'armée russe a tué plus de 600 personnes. Cela a été annoncé par le porte-parole du ministère ukrainien des affaires étrangères, Oleg Nikolenko.

Dans la région de Louhansk occupée, les Russes ont reconnu l'échec du passeport forcé et autorisent les gens à voter sans passeport russe. C'est ce qu'a annoncé le responsable de l'OVA de Luhansk, Artem Lysohor. «Les envahisseurs ont admis qu'ils n'avaient pas mis en œuvre suffisamment de mesures concernant le passeport forcé de la population avant les prétendues "premières élections". C'est pourquoi les commissions électorales ont reçu une décision verbale autorisant le vote même sans passeport russe», a déclaré Artem Lysohor. Dans cette même région, les banques ont commencé à transférer des informations sur leurs clients aux soi-disant commissaires



militaires. Ceci est lié à une autre vague de mobilisation forcée, que les occupants envisagent d'annoncer après les pseudo-élections.

Kherson

Décorer les abris antiaériens

Le mouvement Culture aéroportée est arrivé à Kherson. Six artistes de trois villes : Zaporijjia, Khmelnytsky et Odessa vont orner de peintures murales des abris en béton. L'artiste de Khmelnytsky Oleksandr Hlavatsk s'est inspiré du poème *L'Étoile* de Dnipro Tchaïka pour peindre une fresque murale sur le mur d'un abri, sur laquelle un garçon regarde à travers la fenêtre des rêves. « Cela illustre de manière générale tous les enfants d'Ukraine, pour lesquels nous nous battons. Les enfants sont notre avenir. Nous devons faire en sorte que ces rêves ne restent pas des rêves, afin qu'ils puissent grandir paisiblement et être heureux », déclare l'artiste. Les artistes sont venus pour la première fois immédiatement après la libération de la ville. Ensuite, les artistes ont peint les murs des abris avec des chats et des rats laveurs patriotiques et ont donné un concert sur la place de la Liberté. Pour Victoria Kalachnyk, une artiste de Kyiv, née à Donetsk, « l'idée est née de créer des dessins qui ressemblent à des vitraux, car il y a beaucoup de fenêtres brisées. Tout cela doit être ravivé et restauré avec beauté ».



Kharkiv

Il faut sauver les arbres

C'est le cri d'alarme que lance l'organisation écologiste Sotsialnyi Rukh. Dans une déclaration du 12 septembre, elle constate que « les militants et la population de Kharkiv tirent la sonnette d'alarme » :

« Sous couvert de rénover les espaces verts de la ville, les entreprises détruisent les arbres. » Selon Artem Prykhodko, bénévole à Kharkiv, « couper les arbres jusqu'au tronc, ce qu'on appelle le "rajeunissement", nuit aux espaces verts, constitue une violation de la législation en vigueur et menace l'existence des arbres dans la ville [...]. Les arbres, l'ombre naturelle si nécessaire aux habitants de la ville, surtout pendant la saison chaude, disparaissent. La réduction des espaces verts entraîne également une détérioration de la qualité de l'air dans la ville. La quantité de nouveaux arbres plantés pour remplacer ceux qui ont été abattus n'est pas suffisante. En outre, les habitants de la ville, avertis par l'expérience de fréquents scandales de corruption, soupçonnent que le processus d'achat de nouveaux plants d'arbres peut comporter un élément de corruption... Lorsque les habitants et les éco-activistes exigent de fournir la preuve de l'autorisation de couper les arbres, les entrepreneurs répondent par des menaces. Les tentatives répétées d'une pétition sur le site officiel du conseil municipal ont été infructueuses... Les espaces verts sont une ressource précieuse, difficilement renouvelable, dont la destruction porte un coup direct à la santé et au bien-être des citoyens. Par conséquent, Sotsialnyi Rukh appelle la communauté de Kharkiv à donner autant de publicité que possible à ces actions nuisibles et illégales ».

Un mouvement de résistance

Atesh frappe la flotte russe

« Atesh et des habitants de Sébastopol ont lancé une attaque de missiles contre la flotte russe à Sébastopol. Au cours de la semaine dernière, nous avons activement participé à la détection d'objectifs militaires importants. Le navire de débarquement *Minsk* et le

sous-marin *Rostov-sur-le-Don* ont été touchés avec succès», déclare le mouvement. Les militants d’Atesh ont collé des affiches dans les rues d’Anapa (ville sur la rive nord de la mer Noire) appelant les habitants à rejoindre ses rangs. «Afin d’accroître l’efficacité de notre travail, nous avons créé une nouvelle coordination régionale. Ils coordonneront le travail des combattants en fonction de leur situation géographique», ajoute Atesh.

Kharkiv

Donnez le nom d’une rue à Yana Tchervona

C’est ce que demande Sphere Women Association. L’association féministe a envoyé une lettre au maire de Kharkiv, Ihor Terekhov, lui demandant de renommer la rue Novhorodska à Kharkiv. Avec d’autres associations, le groupe féministe veut de donner à cette rue le nom de la militaire ukrainienne Yana Tchervona. Celle-ci vivait à Kharkiv et a participé à l’Euromaidan local. Depuis le début de la guerre en 2014, elle a fait du bénévolat et a aidé activement les militaires. En 2016, elle s’est elle-même rendue sur la ligne de front. Le 2 avril 2019, elle est morte en défendant l’indépendance de l’Ukraine. L’héroïne a reçu à titre posthume l’ordre de Bohdan Khmelnytsky, pour son courage personnel dans de l’intégrité territoriale de l’Ukraine, son service désintéressé au peuple ukrainien, ainsi que l’ordre du Héros [héroïne] du peuple de l’Ukraine. «Dans l’espace urbain de Kharkiv, il n’y a pratiquement pas de noms de lieux en l’honneur des femmes, ce qui signifie que leurs contributions et leurs actions restent invisibles et que leur mémoire est effacée», explique Sphere Women Association, alors que «dans le même temps, les femmes défenseuses protègent les frontières du pays et donnent

leur vie pour nous. C’est pourquoi nous pensons qu’il est important de perpétuer la mémoire des héroïnes ukrainiennes dans l’espace urbain. Et maintenant, nous insistons pour que la rue porte le nom de Yana Tchervona». Sphere, Women Association appelle à envoyer des lettres au conseil municipal de Kharkiv. «La mémoire des héroïnes de l’Ukraine doit être perpétuée et transmise de génération en génération. Nous devons préserver et partager l’histoire de leurs actions et être reconnaissant.es envers ceux et celles qui ont donné le plus pour notre liberté et notre indépendance», déclare l’association.

Soumy

L’étrange subvention de l’hôpital

Dans la région de Soumy, 47 millions ont été alloués à la réparation de l’hôpital après un bombardement. En fait, l’installation médicale n’a pas été endommagée. C’est que révèle *Соціальний портал України* (Portail social de l’Ukraine). Le conseil de la région de Soumy a déclaré vouloir réparer l’hôpital pour enfants, qui aurait souffert d’une agression militaire, pour 47 millions de hryvnias.

Cependant, les habitants affirment que, heureusement, il n’y a eu aucune frappe sur l’établissement. Dans le même temps, comme le rapporte la chirurgienne de cet hôpital, Olga Turotchka, le personnel médical a vu régulièrement ses salaires réduits, voire a été mis en congé sans solde obligatoire. Et certaines infirmières ont été licenciées en septembre, dénonce le syndicat des infirmières Sois comme Nina. De plus, au début de cette année, la direction de l’établissement médical a également licencié illégalement Olga Turotchka, qui souhaitait démocratiser le syndicat en place et lutter contre les réductions de salaire. Le tribunal a donné raison à Olga à deux reprises,



jugeant son licenciement illégal, tant en première instance qu'en appel. L'hôpital est désormais obligé de verser au médecin une indemnité pour son licenciement illégal.

Donetsk

Les mineurs veulent leur salaire

Depuis le 26 septembre au soir, les mineurs de la mine Almazna de Dobropillyavuhillya-Vydobuvannya dans l'Oblast de Donetsk descendent dans la mine mais n'extraient pas de charbon. Ils demandent le paiement intégral de leur salaire du mois d'août, puisqu'ils n'ont reçu en septembre qu'un quart de ce qu'ils avaient gagné. «C'est devenu un phénomène systémique dans les entreprises publiques d'extraction du charbon de ne pas payer les salaires à temps et de ne pas en assumer sa responsabilité», a déclaré Mykhailo Volynets, président du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (KVPU). En témoignent les arriérés de salaires des employés des entreprises publiques d'extraction du charbon, qui, selon le ministère de l'énergie, s'élevaient à 631,2 millions d'UAH au 27 septembre. Sur ce montant, 178,6 millions d'UAH n'ont pas été versés aux mineurs de Dobropillyavuhillya-Vydobuvannya.

Kyiv

Victoire des écologistes

Les écologistes viennent de remporter un procès visant à empêcher la bétonisation de l'île Galerny dans la capitale. Par décision du 26 septembre, le tribunal de commerce de Kyiv a résilié le contrat avec le promoteur Galerna Zatoka LLC concernant la location des 45 hectares de terrain sur l'île. La décision de justice prévoit la protection de l'île

contre les promoteurs. Les écologistes depuis longtemps se battent pour préserver le paysage naturel de l'île et proposent d'y créer une réserve naturelle. En mars 2023, les défenseurs de l'environnement avaient proposé de créer une réserve locale «Forêt d'orchidées» sur l'île. Cependant, la commission environnementale du conseil municipal de Kiev a reporté l'examen de la question.

Roubijne occupée

Grève des travailleurs communaux

À Roubijne temporairement occupé, les travailleurs de l'entreprise de services publics ont annoncé une grève en raison d'arriérés de salaires. C'est ce qu'a annoncé le chef de l'administration militaire régionale de Louhansk, Artem Lysogor. «À Roubijne, les employés du Vodokanal ont protesté auprès des autorités d'occupation, refusant de remplir leurs fonctions, car ils ont travaillé pendant un an sans salaire», a-t-il précisé.

Kryvyi Rih

Rassemblement contre la corruption municipale

Plusieurs centaines de citoyens ont manifesté en demandant la réélection d'un nouveau secrétaire du conseil municipal pour remplacer l'actuel, Yuriy Vilkul, et le retrait de son fils, Oleksandr, qui se présente comme le chef du conseil de défense de la ville. «Kryvyi Rih sous l'occupation du clan Vilkul», «Kryvyi Rih sans Vilkul», «Zélensky, écoutez-nous», réclament les affiches portées par les manifestants. Les orateurs du rassemblement ont mentionné les procédures pénales ouvertes contre Vilkul père pour abus de pouvoir en relation avec la nomination de



son fils à son poste. Victoria Rudnyk, organisatrice du rassemblement, a souligné que si les autorités ne répondent pas aux appels des citoyens, le prochain rassemblement aura lieu non seulement à Kryvy Rih, mais aussi à Kyiv.

À Odessa et ailleurs...

Rassemblements citoyens

Septembre a été marqué par de nombreux rassemblements citoyens qui contestaient les choix budgétaires municipaux. À Odessa, pour la huitième journée consécutive, des manifestations contre les appels d'offres d'un million de dollars pour la reconstruction du tribunal de district et du Théâtre du jeune spectateur ont eu lieu près de la mairie d'Odessa. Les mères des soldats tombés au combat et des soldats des Forces armées se sont jointes aux manifestants. Iryna Orlyanska qui a perdu son fils Artem, décédé le 13 août de cette année près de Koupyansk a déclaré: «L'ambulance l'a emmené à la morgue de Kupyan. Il faisait chaud. Pendant sept jours, mon fils n'est pas resté une seule minute dans une salle froide. Pourquoi? Cette question se pose! Peut-être il n'y a pas de salles froides? Ce n'est pas le moment de reconstruire des tribunaux.» Andriy Kapitsa a apporté un casque de Kherson à la manifestation. Il dit qu'il y a encore du sang dessus: «Il y a encore du sang sur ce casque. C'est le sang versé à Kherson. Je l'ai pris exprès pour dire tout l'argent pour la guerre.» Victoria Klymenko est venue au rassemblement pour la première fois. Son fils Oleksandr est mort au front. La femme est convaincue qu'il n'y a pas assez d'argent pour les drones de reconnaissance. «Notre fils a également fait des collectes d'argent, étant sur la ligne de front. Ils ont même collecté pour des choses élémentaires. Et je suis persuadée que s'il

y avait suffisamment de drones, sa position n'aurait pas été repérée.»

Après Odessa c'est à Loutsk que les habitants contestent les choix budgétaires de leur ville. Le 8 septembre, devant l'entrée du conseil municipal de Loutsk, un rassemblement a été organisé contre la rénovation du boulevard Droujba Narodiv, dont le coût est de 50 millions de hryvnias. Darina Nagorniuk, dont le mari vient de rentrer du front, explique que l'argent qui devait être dépensé pour la rénovation doit être utilisé pour aider les soldats. «Nos combattants n'ont pas assez de trousse de premiers secours, tout le monde n'a pas de garrots. Et il faut acheter des drones, tout cela nécessite des fonds pour protéger le pays, les gens, les vies», dit-elle. «Personne du conseil municipal n'est venu nous voir. Quand les dirigeants passent, je leur demande ce qu'ils en pensent, ils baissent la tête. Les plus cool sont les gens qui passent et montrent qu'ils nous aiment», a déclaré Serhii Ryjkov. À Tcherkassy, des personnes portant des affiches se sont rendues devant les murs du conseil municipal dans la matinée du 15 septembre. Ils ont exigé que l'argent du budget soit affecté à ce qui est nécessaire aux forces armées et non à la «pose de pavés» autour de la ville. «Nous exigeons que les autorités s'associent à l'aide aux forces armées et que l'argent aille aux drones et aux forces armées. Pourquoi avons-nous besoin de pavés s'il n'y a pas de victoire? Vous savez, j'ai beaucoup d'enfants, et je pense: l'un de mes enfants n'a pas assez d'argent pour des vacances en Turquie et l'autre pour se soigner. En tant que mère, pour quoi vais-je dépenser de l'argent? Bien sûr, pas pour un voyage en Turquie. L'argent doit être investi là où nous en avons le plus besoin», a déclaré l'une des manifestantes, Evgenia Futoimas, de Tcherkassy. Iryna Tkatchenko, une habitante de Tcherkassy,





passait par là, mais elle s'est arrêtée car elle estime qu'il est désormais nécessaire de rappeler aux autorités d'aider plus activement les militaires. «Hier, les gars m'ont contacté: ils ont besoin d'une caméra thermique, et c'est beaucoup d'argent, ils ont ouvert une collecte.»

À Rivne, plusieurs dizaines de personnes ont organisé un rassemblement avant la séance du conseil régional, prévue le 22 septembre. Les participants ont brandi des pancartes exigeant de dépenser plus d'argent pour la défense, et non pour, en particulier, le pavage ou la réparation des routes. Pour la deuxième fois, la mobilisation «Les forces armées d'abord» a eu lieu devant le conseil municipal de Ternopil. La population demande une augmentation des dépenses militaires. Ils exigent que davantage d'argent soit alloué sur le budget de la ville pour soutenir l'armée, à savoir jusqu'à 15 %. Des actions similaires avaient eu lieu la veille dans d'autres villes ukrainiennes.

Le 22 septembre a eu lieu à Lviv le troisième rassemblement «D'abord les drones, puis les stades». Ses participants se sont rassemblés devant le conseil régional de l'oblast de Lviv. Ils ont signé un appel au président du conseil régional, Maksym Kozytyskiy, concernant les choix des dépenses faites par la région. Ils expliquent que prioritairement la région doit soutenir les combattants au front et seulement ensuite financer ce qu'ils considèrent comme des dépenses non critiques comme la rénovation d'un stade. Le prochain rassemblement «D'abord les drones, puis les stades» était prévu vendredi 29 septembre.

La férocité antisociale des néolibéraux ukrainiens

OLENA SLOBODIEN¹

Les récentes déclarations de la ministre de la politique sociale Oksana Jolnovitch sur la «destruction de tout ce qui est social» et «la sortie des Ukrainiens de leur zone de confort» ont provoqué un tollé important et une vague de critiques. Cependant, c'est loin d'être le premier cas où des responsables directement liés à la politique sociale expriment publiquement des propos antisociaux. Qu'indique la présence de personnes telles que Tretiakova² ou Jolnovitch au gouvernement: des erreurs de casting ou une politique consciente visant à discréditer les idées de solidarité sociale et à la marginalisation complète des personnes ayant besoin d'aide sociale?

Dans sa déclaration au Forum international pour le développement durable, Oksana Jolnovitch a rappelé comment la direction du ministère de la politique sociale traite la société:

Nous devons briser tout ce qui est social aujourd'hui et simplement reformater à partir de zéro le nou-

1. Diplômée d'une maîtrise en sciences sociales de l'Université de Berlin, Olena Slobodien travaille à l'Université technique de Berlin. Elle mène des recherches sur les politiques sociales et, en particulier, dans le domaine de la santé. Elle est membre de Sotsialnyi Rukh. Article publié par *Commons*, 28 septembre 2023 Illustration: Katya Gritseva. Traduction: Patrick Le Tréhondat.

2. Députée de Serviteur du peuple, le parti du président Volodymyr Zelensky.



veau contrat social constitutif de la politique sociale de notre État. En général, dans un certain sens, de nombreux citoyens sont des adolescents qui se comportent ainsi: «L'État nous doit: des soins, de l'aide, mais je ne participerai pas à mon développement personnel, à ma vie personnelle, je ne suis pas prêt à prendre des responsabilités.» Et c'est cette philosophie que nous devons définitivement briser.

Les propos de Jolnovitch sur la «zone de confort» ont particulièrement indigné les Ukrainiens. Les critiques se demandent à juste titre qui, parmi les habitants d'Ukraine, se trouve dans une zone de confort après plus d'un an et demi de guerre à grande échelle et plusieurs décennies de politique sociale sous-financée. La déclaration de Jolnovitch poursuit la «bonne» tradition des politiciens ukrainiens qui infantilisent les bénéficiaires de l'aide sociale, divisant la société en «citoyens responsables» et «adolescents» individualistes.



L'invasion a intensifié les tendances négatives des politiques sociales

L'idéologie néolibérale, qui suppose que tout problème doit être résolu individuellement, par ses propres efforts, risque de perdre en popularité, même parmi les Ukrainiens proches de ces idées. La destruction massive des logements, les blessures physiques et psychologiques massives, les conséquences économiques catastrophiques de la guerre et bien d'autres choses encore ont considérablement élargi le cercle des personnes qui ont besoin d'aide pour survivre et se réadapter. Par conséquent, le nombre de ceux qui liront les sermons néolibéraux de la ministre Jolnovitch et qui penseront «comme il est bon d'être un digne représentant de la classe moyenne face aux

retraités, aux malades et autres profiteurs» s'amenuisera rapidement. Mais il semble que les politiciens ukrainiens n'aient pas encore compris que leurs fantasmes «anarcho-capitalistes» sont incompatibles avec les défis que posent la guerre et la dépendance toujours croissante à l'égard de l'Union européenne, avec sa structure sociale moins cannibale.

En plus du cannibalisme, Jolnovitch démontre un manque total de compréhension des fondements sociaux et historiques d'une politique sociale inclusive. Bien que les différents pays aient des approches très différentes – depuis les systèmes privés complexes de la Suisse jusqu'aux vastes systèmes égalitaires des pays scandinaves – ils partagent tous une compréhension de l'importance fonctionnelle de la politique sociale. Peu importe qui est au pouvoir – conservateurs, libéraux ou forces de gauche – dans les pays dotés d'institutions sociales solidement établies, personne (et encore moins le ministre de la politique sociale!) ne peut se permettre de déclarer son intention de détruire le «social». Personne ne peut se permettre de dire que des aides aux parents conduisent à des «enfants de mauvaise qualité», comme l'a fait Galina Tretiakova, présidente du comité de politique sociale de la Verkhovna Rada [Parlement]; ou de se plaindre que les gens «mangent trop», comme l'a fait Andrii Reva, le prédécesseur de Jolnovitch (en faisant référence à l'Allemagne, qui possède l'un des systèmes sociaux les plus généreux). Personne ne peut se le permettre, car la politique sociale préserve ce que les sociologues appellent la cohésion sociale.

Si Jolnovitch, Tretiakova ou Reva avaient suivi les cours de sociologie de première année, ils auraient su que la question de savoir comment maintenir l'intégration dans les sociétés était une question clé pour les pères fondateurs de la sociologie. Pour Jolnovitch et compagnie, je propose un petit mémo ci-dessous.



Avec le développement des relations capitalistes, de nouveaux groupes sociaux sont apparus et se sont rapidement développés. Certains d'entre eux, pour diverses raisons, n'ont pas pu s'intégrer dans la société et résoudre leurs problèmes par des mécanismes purement marchands. Ces groupes comprenaient notamment la nouvelle classe des ouvriers industriels. De plus, les travailleurs avaient besoin d'une assurance maladie en cas d'accidents du travail – c'est pourquoi, et en réponse au mouvement syndical, l'assurance maladie est apparue en Allemagne. Les personnes âgées et les enfants ne pouvaient plus non plus toujours compter sur l'aide des membres de leur famille, car les différentes générations vivaient de plus en plus séparément et les femmes commençaient à travailler. Pour éviter la désintégration complète de la société lors de transformations aussi radicales, des mécanismes d'assistance sociale ont été introduits pour remplacer les programmes de soutien familial et communautaire affaiblis.

Une vague d'institutionnalisation et d'expansion des programmes sociaux a également eu lieu après la Seconde Guerre mondiale: après cette catastrophe à grande échelle, de nombreux pays ont pris conscience de la nécessité d'intégrer tous les membres de la

société. Ce n'est pas un hasard si, après la Seconde Guerre mondiale, les droits humains ont été systématisés sous leur forme actuelle, où les droits socio-économiques sont apparus tout aussi importants que les droits politiques. L'expansion des programmes et des garanties sociales est presque toujours un indicateur de la démocratisation de la société et non de la «paresse». Chaque pays a sa propre histoire, mais tous les systèmes de soutien social anciens et relativement efficaces sont des réponses à des défis historiques fondamentaux et non la réalisation de fantasmes capitalistes radicaux.

D'où viennent des spécialistes aussi précieux que Jolnovitch et compagnie ?

Une telle rhétorique n'est pas spécifiquement ukrainienne, mais trouve ses racines dans la pensée économique néolibérale. Ses principales caractéristiques sont: l'hostilité à la solidarité sociale et à la fonction sociale de l'État, l'économisme (qui se concentre exclusivement sur les indicateurs macroéconomiques, tels que le PIB), l'individualisme radical et la compréhension des forces du marché comme



base des relations sociales. Cette doctrine existe depuis longtemps, mais sa mise en œuvre pratique a commencé dans les années 1970. Margaret Thatcher et Ronald Reagan, probablement les représentants les plus célèbres de la politique néolibérale, ont mené leurs réformes dans les années 1980. Cela signifie que les pays occidentaux connaissent depuis longtemps les conséquences (pour la plupart négatives) du néolibéralisme.

Thatcher et Reagan étaient des dirigeants politiques en Grande-Bretagne et aux États-Unis, des pays historiquement connus pour leurs systèmes sociaux moins généreux que la plupart des pays européens. La situation de la politique sociale en Grande-Bretagne et aux États-Unis n'est pas aussi «rose» que cela puisse paraître aux partisans ukrainiens de Boris Johnson. La crise du logement se poursuit dans les deux pays. Dans le domaine de la médecine en Grande-Bretagne, on s'attend à un effondrement – ce qui n'empêche pas les réformateurs ukrainiens dans le domaine de la santé de prétendre qu'il s'agit là du meilleur exemple à suivre. La médecine américaine est connue pour son coût élevé tant pour les patients que pour l'État. En même temps, elle est inaccessible comme jamais auparavant pour un pays ayant ce niveau de développement économique. Cependant, dans les deux pays, il y a eu une réaction correspondante : en Grande-Bretagne, il y a des grèves et des manifestations en raison de la situation des soins de santé, et aux États-Unis, ces dernières années, des processus réussis de syndicalisation des enseignants ont eu lieu.

Les politiques néolibérales ont également été ressenties dans d'autres pays européens – par exemple, de nombreuses critiques ont été formulées à l'encontre des politiques relatives au chômage en France et en Allemagne. Après tout, leurs réformes des

systèmes d'aide aux chômeurs marginalisent les gens : l'État ne couvre que les besoins fondamentaux, au lieu de lutter contre les causes structurelles du chômage. Ou encore un exemple dans le domaine médical : l'Allemagne connaît depuis longtemps une situation difficile en matière de recrutement de nouveau personnel médical, situation qui s'est aggravée avec la pandémie. Cependant, ce problème n'est pas passé inaperçu, ce qui a conduit à l'organisation du personnel médical jeune pour lutter pour ses droits – domaine dans lequel ils ont déjà obtenu un certain succès.

Tous ces pays ont leur propre «faucheurs» de politique sociale (quoique moins «féroce») et leurs *jolnovitchi* qui infantilisent les personnes solidaires. Comme leurs homologues ukrainiens, ils propagent des mythes faux et populistes selon lesquels le soutien social conduit à la «paresse» et à l'«irresponsabilité». Mais ils ne sont pas assez populaires ou forts pour pouvoir «détruire tout ce qui est social», et ils n'occupent certainement pas de postes au ministère de la politique sociale.

Aujourd'hui, de nombreux Ukrainiens s'intègrent dans les systèmes sociaux européens. Si nous prenons l'exemple des réfugiés ukrainiens, nous pouvons être sûrs de deux choses. Premièrement, que des institutions garantissent l'existence de mécanismes de soutien social généreux, même lorsque les experts européens font appel au chauvinisme social, appelant à des économies aux dépens des non-citoyens du pays en question. Deuxièmement, que le soutien dans les situations de crise a conduit à une intégration plus rapide et meilleure dans la société, et non à une «irresponsabilité». En témoignent les statistiques sur l'emploi des réfugiés ukrainiens, qui, malheureusement, sont souvent instrumentalisés dans la société ukrainienne pour montrer que les femmes

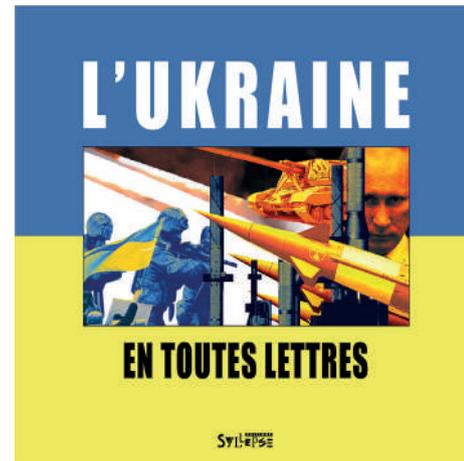


ukrainiennes «responsables» ne veulent pas «vivre de l'aide sociale» et sont donc bien meilleures que les autres réfugiés. En même temps, bien entendu, les conditions dans lesquelles se trouvent les réfugiés d'autres pays sont ignorées: les penseurs intellectuels des néolibéraux ukrainiens ne comprennent pas le rôle du «social» joué dans les réalisations de leurs compatriotes réfugiés.

La question reste ouverte de savoir pourquoi la rhétorique libertarienne antisociale et primitive reste tant répandue parmi les responsables ukrainiens et dans le débat dominant. Il peut y avoir de nombreuses explications. Par exemple, à cause des batailles politiques et idéologiques qui donnent carte blanche à Tretiakova et à d'autres comme elle pour qualifier de «socialiste» tout ce qu'ils ou elles n'aiment pas. Le statut périphérique de l'Ukraine – dépendant de pays forts – incapable de s'écarter de la tendance mondiale consistant à réduire les programmes sociaux et les coûts – peut également avoir un impact. Cependant, aucun de ces arguments n'est suffisamment convaincant pour sacrifier la solidarité sociale en copiant les pires modèles ratés.

Lorsque Jolnovitch essaie de donner à ses admonestations une touche intellectuelle et dit qu'elle «reformatera le contrat social», elle n'explique pas quelle sera l'essence de ce contrat, si la fonction sociale de l'État s'autodétruit grâce à ses efforts et à ceux de ses collègues. Cela n'explique pas pourquoi ceux qui ont quitté le pays à cause de la guerre devraient quitter les systèmes européens fonctionnels pour revenir vers l'Ukraine d'après-guerre, où les conditions seront de toute façon difficiles et où les efforts des «réformateurs» pourraient devenir tout simplement anti-humains. Elle n'explique pas quelle place est attribuée aux militaires et à toutes les victimes de la guerre dans un «accord» avec l'État, qui sait seulement

en appeler à la «responsabilité personnelle» dans la résolution des problèmes sociaux de masse. Selon le scénario de Jolnovitch et compagnie, l'Ukraine serait confrontée à une polarisation catastrophique de la société si les «réformateurs» faisaient des concessions. Pourtant nous risquons une désintégration totale si même ceux qui sauvent la société ukrainienne de l'occupation ne reçoivent rien en échange de ce qu'ils ont accompli. En «détruisant tout ce qui est social» avec son fameux «accord», Jolnovitch détruira non seulement les programmes sociaux, mais aussi la possibilité d'une existence harmonieuse de la société ukrainienne.



ÉCLAIRAGES

Olena Stepaniv, ukrainienne, première femme officière au monde

VLADYSLAV STARODOUBTSEV¹

Olena Stepaniv a été la première femme officière dans l'histoire des armées modernes. Elle était membre du Parti radical ukrainien², coopératrice et féministe. Issue d'une famille de prêtres progressistes, Olena Stepaniv a grandi dans l'atmosphère du mouvement de libération sociale et nationale. Son père a ouvert une section de Prosvita³ dans un village non loin de Brody et a défendu les paysans contre le grand propriétaire terrien local. Enfant, elle reçoit une éducation, rejoint la société sportive Plast et grandit en écoutant les conférences de l'historien Hrushevsky. Dans les associations sportives et étudiantes, elle organise des conférences et des débats sur l'importance de la participation des femmes aux activités politiques et, en cas de guerre,

1. Vladyslav Starodubtsev est historien de l'Europe centrale et orientale et membre de Sotsyalnyi Rukh. Il prépare la préface à Yvan Dziouba, *Internationalisme ou russification?*, à paraître aux éditions Syllepse en novembre 2023. Traduction Patrick Le Tréhondat.

2. Parti radical ukrainien, un parti socialiste non marxiste fondé par Ivan Franko, M. Pavlyk et d'autres avec un programme socialiste pluraliste. Il visait le contrôle social des moyens de production et de la terre, l'abolition de l'esclavage salarié, l'indépendance ukrainienne et la décentralisation. A été influencé par les idéaux de Drahomanov, Proudhon, G.D.H. Cole et ses propres théories.

3. Prosvita (Lumières): société créée au 19^e siècle en Galicie, pour la préservation et le développement de la culture ukrainienne et de l'éducation populaire.

aux activités militaires. Elle se bat pour l'égalité des femmes dans la société ukrainienne. Pendant ses années d'études, elle participe à l'organisation de cercles clandestins qui diffusent de la littérature socialiste, notamment celle de Drahomanov et des socialistes et anarchistes russes.

À cette époque, les activités des cercles politiques clandestins et des organisations sportives ukrainiennes étaient extrêmement liées. Les sections sportives, animées par le sens du combat militaire, ont formé des cercles clandestins pour étudier la théorie de la guérilla et l'adresse au tir. Józef Pilsudski fait partie des célèbres conférenciers qui se sont exprimés dans le groupe de Stepaniva.

Il [Pilsudski] a parlé de la nécessité absolue d'une formation militaire, car l'ignorance des affaires militaires est à l'origine de l'échec de la révolution russe depuis 1905, lorsque les travailleurs ont reçu des armes, des fusils à tir rapide et même, comme à Moscou, des canons, et qu'ils n'ont pas su s'en servir et ont perdu. L'interlocuteur avait l'air modeste. Il était vêtu d'un uniforme gris, noué jusqu'au cou, tenait une *matzevah* [petite masse] et parlait d'une voix plate et feutrée, mais il y avait une certaine puissance dans ses paroles. La présentation était imprégnée d'une seule pensée: la nécessité de se préparer à une lutte armée contre Moscou. La petite salle du Sitch était pleine, et ses paroles ont impressionné le public.

Olena Stepaniv a été la première à réagir au discours du futur maréchal:

Les Ukrainiens ont également leurs propres comptes à régler avec les Polonais, qui ne cachent pas leurs plans de « destruction de la Rus » et les mettent systématiquement en œuvre. La question se pose donc: comment pouvons-nous marcher ensemble si nos chemins sont différents? Nous voulons que



le peuple polonais soit libre et qu'il crée son propre État sur ses terres ethnographiques, qu'il jouisse d'une liberté totale et de tous les avantages de la vie. Mais nous savons que tous les cercles de la population polonaise aspirent à la restauration d'un grand État polonais, qui devrait également inclure les terres ukrainiennes jusqu'au fleuve Dniépr [Dniepr]. Ceux qui sont asservis et aspirent à la liberté, tout en réfléchissant à la manière d'asservir les autres, ne méritent en aucun cas la liberté. Si l'orateur souhaite vaincre Moscou et apporter la liberté aux peuples polonais et ukrainien, il aurait dû exprimer clairement cette position dans son rapport d'aujourd'hui et dans ses discours en général. Et pas seulement pour la formuler, mais aussi pour la mettre en œuvre de manière cohérente.

Stepaniv évoque ensuite l'existence de deux camps parmi les étudiants ukrainiens : les partisans de la formation d'une intelligentsia culturelle et administrative pour l'organisation d'une Ukraine libre et les partisans de la formation des officiers et des soldats. Stepaniva appartenait à la partie militante du mouvement étudiant radical, qui se préparait à la « Grande Guerre ». Le 14 décembre 1912, une réunion de femmes s'est tenue dans le bâtiment du Sokol-Bat'ka, précédée d'un important travail d'organisation réalisé par Olena Okhrymovytsch-Zalizniak et Olena Stepaniv sous la direction de Konstantyna Malyska. Des représentants d'organisations féminines et de la communauté des femmes, le cercle des femmes de la société pédagogique ukrainienne et la section des étudiantes ont participé à la réunion. La réunion a été présidée par Olena Sitchynska (mère de Myroslaw Sitchynski), ouverte par Maria Biletska, et présentée par Konstantyna Malyska avec un rapport sur la situation politique. Olena Stepaniv, qui s'est exprimée au nom de la section des femmes, a parlé de la nécessité de la participation des femmes à la



vie politique, du travail en cas de guerre et de l'admission des femmes au Conseil national qui pourrait être formé avec le déclenchement de la guerre. Le compte rendu de la réunion a été publié dans deux essais, légèrement modifiés et complétés, qui ont été publiés dans une brochure séparée intitulée *Femmes dans l'ancienne Ukraine*, publiée par K. Malyska. La réunion a adopté la résolution suivante : «(1) la réunion des femmes ukrainiennes réunie à Lviv le 14 décembre 1912, évaluant l'importance de la situation politique actuelle dans la région, appelle la population générale des femmes à s'organiser en une communauté qui couvrira tous les domaines où le travail des femmes en temps de guerre peut apporter les meilleurs résultats et soutiendra moralement et matériellement les activités des organisations masculines », écrit Oksana Knykytska dans sa monographie sur les activités des femmes ukrainiennes :

C'est pourquoi, bien que les diplomates européens aient déployé la bannière blanche de la paix comme horizon politique, nous continuons à nous tenir sous le drapeau du cri de guerre. Un peuple comme le



nôte, qui lutte dans tous les domaines pour le droit à la vie et au développement, doit être en alerte permanente, car il ne sait ni le jour ni l'heure où l'ennemi séculaire décidera de frapper à nouveau. Mais ces rivalités pourraient être à notre avantage. Tous les nuages ne font pas tomber la grêle, tous les éclairs ne tuent pas – il y a des nuages qui font tomber une pluie fructueuse sur les champs d'orge, et il y a des éclairs qui illuminent les ténèbres et éclaircissent l'atmosphère. Nous attendons l'éclair fatidique qui nous montrera notre propre chemin, notre propre but.

Elle prend part à la lutte de libération en tant que membre des fusiliers ukrainiens du Sitch. Olena Stepaniv a rejoint le Sitch Striltsy ukrainien [l'armée ukrainienne galicienne] et son *cheta* (peloton) de femmes. Elle est officière de ce *cheta*. Elle a fait preuve d'un grand talent lors de la bataille sur la montagne Makivka en 1915.

Elle a participé activement à la révolution ukrainienne dans l'armée révolutionnaire formée sur la base du Sitch Striltsy. Après que la République populaire occidentale ait perdu la guerre, elle est devenue insatisfaite de la politique de gauche et de la politique en général et se tourne vers le travail académique.

Au fil du temps, la défaite du ZUNR [République populaire d'Ukraine occidentale] a entraîné une désillusion à l'égard des idéaux socialistes et l'a éloignée du Parti radical ukrainien, auquel elle avait auparavant consacré beaucoup d'énergie. Elle est également déçue par le féminisme. Dans un premier temps, elle s'est rapprochée du Parti ukrainien du travail national⁴, mais ce parti l'a également déçue. Elle

4. Parti ukrainien du travail national, parti nationaliste éphémère ayant pour slogan «L'Ukraine aux Ukrainiens». Le parti a été créé après la scission interne du Parti travailliste populaire (centre-gauche) en 1922 entre l'aile pro-soviétique et pro-polonaise. Seules deux forces s'opposaient à



a consacré son énergie à des activités scientifiques et de coopération et elle devient membre du comité d'audit de l'Union des coopératives ukrainiennes. Elle se consacre à des travaux et à la coopération scientifiques.

De 1949 à 1956, elle a été emprisonnée dans des camps soviétiques. Après une détérioration significative de son état de santé due aux terribles conditions de vie, elle a été libérée. Elle retourne à Lviv, où elle meurt quelques années plus tard.

l'occupation polonaise et soviétique de l'Ukraine : les nationalistes et les radicaux. Ceux qui étaient contre l'idéologie radicale, mais aussi contre les compromis avec la Russie soviétique ou la Pologne sur les questions de l'indépendance ukrainienne, ont créé un parti du travail national. Plus tard, les membres du parti se sont radicalisés dans une direction proto-fasciste.

La nouvelle présence russe à Cuba

SAMUEL FARBER¹

Au début de cette année, la Russie a signé un accord avec le gouvernement cubain promettant d'accroître considérablement sa participation à l'économie cubaine. Cet accord intervient plus de trente ans après l'effondrement de l'Union soviétique et la période de grande influence et d'association étroite que Moscou entretenait avec La Havane.

Mais pourquoi maintenant? Poutine est impatient de trouver des alliés partout où il peut en trouver, surtout si l'on considère l'impact militaire, économique et politique que l'invasion russe de l'Ukraine et la crise qui s'est ensuivie, comme la rébellion menée par Prigojine, ont eu sur la Russie.

Cependant, l'économie russe était déjà faible avant l'invasion de l'Ukraine. Le poids économique de la Russie ne réside pas principalement dans sa puissance manufacturière et industrielle, mais dans son statut de grand extracteur et pourvoyeur d'hydrocarbures et, à plus petite échelle, de producteur et distributeur d'autres services et marchandises tels que les armes.

Bien que la Russie ait apparemment réussi dans sa campagne néolibérale de 2014 à 2018 à réduire l'inflation et à mettre en œuvre des budgets avec des excédents, ainsi qu'à créer d'importantes réserves

monétaires et à réduire la dette nationale, elle n'a pas réussi à surmonter son faible taux de croissance économique chronique. Une étude de 2019 souligne que ce succès a été obtenu au prix de grands sacrifices de la part du peuple russe, en particulier des retraités, et ce, grâce à la prévention de protestations massives par la répression. Ce système autocratique et sa corruption, ainsi que ses intrusions dans l'économie et la société, constituent un obstacle à l'investissement privé et à la concurrence.

L'étude ignore le rôle de l'État dans la stimulation de la croissance économique en Union soviétique et en Chine, même si c'est de manière extrêmement brutale et antidémocratique. Cependant, elle affirme à juste titre que toute tentative de réformes en Russie, comme l'État de droit, risque de déstabiliser le système politique. Pour ces raisons, conclut l'étude, il est peu probable qu'une telle tentative ait lieu.

La Russie a promis d'obtenir de grands résultats avec ses investissements dans sa collaboration avec Cuba, mais les projets qu'elle a annoncés pour l'île sont relativement maigres. Par exemple, le 20 mai 2023, le site de la Fédération de Russie a fait référence, en termes très généraux, à la mise en œuvre de projets dans les domaines de la construction, de la numérisation, de l'agriculture, du transport, de la logistique, du tourisme et de la banque. Dans le même temps, des entrepreneurs et fonctionnaires russes ont signé des accords avec leurs homologues cubains pour améliorer la production de rhum et de sucre, assurer l'approvisionnement de l'île en blé et en huile et réparer les installations touristiques en mauvais état. Mais les projets sont peu nombreux et beaucoup de ceux qui ont été annoncés sont de faible dimension, comme la création d'un hôtel pour les touristes russes, l'accréditation de quatorze entreprises russes pour vendre des produits alimentaires à



1. Samuel Farber est né à Cuba, où il a participé au mouvement des lycéens contre la dictature de Batista. Il est notamment l'auteur de *Che Guevar: ombres et lumières d'un révolutionnaire*, Paris, Syllepse, 2017. L'article a été publié sur [Foreign Policy in Focus](#), 29 août 2023.

la population, l'exportation vers la Russie de fruits d'une valeur de près d'un million de dollars, la création d'un marché de gros pour les marchandises russes, les projets de réparation et de modernisation d'un moulin à sucre dans le centre de Cuba et la rénovation de l'usine Antillana de Acero.

De son côté, le ministre du commerce extérieur et des investissements a déclaré: «Nous travaillons pour que les investissements russes à Cuba bénéficient d'une protection spéciale.» Dans le même ordre d'idées, l'envoyé de Poutine, Boris Titov, a cité les concessions faites par le gouvernement cubain. Celles-ci comprennent l'octroi de terres aux producteurs agricoles russes pour trente ans (contre vingt ans renouvelables accordés aux agriculteurs cubains) et d'autres exemptions de taxes liées à ces terres et de droits de douane, des incitations telles que de nouveaux mécanismes de rapatriement des bénéficiaires, et le développement d'une nouvelle compagnie de marine marchande pour attirer les investissements et faciliter le commerce avec la Russie. Les Russes pourraient également ouvrir leurs propres banques et utiliser le rouble pour les transactions commerciales.

Étant donné la nature du capitalisme d'État russe, y compris avec la corruption et le racket qui y règne, cette nouvelle phase de l'intervention économique russe à Cuba sera différente non seulement du rôle que l'URSS a joué jusqu'à son effondrement, mais aussi de celui que les investisseurs espagnols et européens jouent aujourd'hui à Cuba. Ces derniers suivent généralement des pratiques capitalistes normales en termes d'investissements et de taux de profit [...].

Selon Boris Titov, le financement de nouveaux projets, comme l'établissement d'un nouvel hôtel à La Havane spécialement conçu pour les touristes russes, sera assuré par le ministère des finances de

la Fédération de Russie, combinant ainsi l'action de l'État avec une prétendue initiative privée liée à Poutine et à ses hommes de main. Environ 120 millionnaires [russes] contrôlent 70 % de l'économie grâce à des cessions souvent faites de corruption qui ont renforcé les liens entre les nouveaux capitalistes et le régime de Poutine.

Entre-temps, le secteur privé russe est allé beaucoup plus loin. En janvier, Interfax a rapporté qu'un Conseil d'affaires Russie-Cuba, composé de plus de 100 sociétés industrielles et commerciales et présidé par Boris Titov, étudiait «la transformation économique de l'île sur la base d'entreprises privées». Titov a d'ailleurs déclaré que Cuba devrait ouvrir l'ensemble de son économie. Titov a comparé Cuba à l'URSS de la fin des années 1980, avant le début de la grande vague de privatisations qui étaient pour la plupart basées sur un vol de biens publics.

Il n'est pas du tout certain que des déclarations telles que celles de Titov signifient que les capitalistes russes, liés au régime de Poutine, sont prêts à aller au-delà de leur rôle d'investisseurs étrangers et de faire politiquement pression sur le gouvernement cubain, afin qu'il entreprenne une privatisation à grande échelle de l'économie cubaine. Si tel est le cas, malgré l'accueil que les cercles de pouvoir cubains ont réservé aux initiatives privées russes, la majeure partie de la bureaucratie politique cubaine réagira très négativement à des propositions telles que celles de Titov. La bureaucratie cubaine a approuvé les investissements étrangers dans de nouvelles entreprises, généralement en association avec l'État cubain, mais s'est opposée à la privatisation des entreprises d'État existantes, y compris les 285 qui ont enregistré des pertes, selon les données fournies par les autorités cubaines.



Il existe des exceptions à cette règle générale, comme dans le secteur de la restauration, où de petites entreprises telles que des cafétérias, qui ont clairement démontré qu'elles n'étaient pas viables en tant que propriété de l'État, ont été converties en coopératives, formées à partir de la base, par des travailleurs de ce secteur.

Le rôle économique de la Russie à Cuba

Les principaux représentants de Poutine qui négocient les nouvelles relations économiques avec Cuba sont associés à la droite politique russe. Boris Titov, qui est à la tête de la liste des envoyés de Poutine à Cuba et qui est le commissaire présidentiel pour les droits des entrepreneurs depuis 2012, est un entrepreneur et un homme politique qui a dirigé le petit Parti pour la croissance économique, connu auparavant sous le nom de Juste cause. En tant que tel, il a participé aux farces électorales de Poutine qui permet l'existence de petits partis qui présentent leurs propres candidats mais qui finissent par soutenir Poutine lorsqu'il est élu. Lors de l'élection présidentielle de 2018, Titov a terminé à la sixième place avec 0,76 % des voix.

Mais la nouvelle présence russe la plus surprenante, voire choquante, est celle de l'Institut pour l'économie de la croissance Stolypine, nommé en l'honneur de Piotr A. Stolypine, Premier ministre et ministre de l'intérieur du tsar en 1906 jusqu'à son assassinat en 1911.

Stolypine a violemment et énergiquement réprimé les groupes et les partis opposés à la tyrannie tsariste, mais en même temps il a essayé de moderniser l'agriculture russe archaïque, à la fois techniquement et socialement. Le projet de Stolypine était une version

de ce qu'Antonio Gramsci a appelé plus tard une «révolution passive», en l'occurrence une modernisation agricole par le haut qui ne profiterait qu'aux propriétaires terriens et aux paysans prospères.

L'Institut Stolypine propose à la Russie de passer d'un modèle basé sur l'exportation de matières premières à un modèle «compétitif» basé sur le développement des petites et moyennes entreprises, l'amélioration de la productivité du travail dans le secteur privé, la création d'une nouvelle économie numérique et un secteur social qui fonctionne bien (euphémisme pour un «secteur social» réduit et le moins coûteux possible pour les pouvoirs publics).

Cependant selon l'Institut Stolypine, le principal problème est l'incertitude économique qui empêche l'économie russe de croître. Ce dont nous avons besoin, insiste l'Institut, «c'est de certitude dans les politiques économiques et sociales». L'Institut ne dit pas un mot sur ce qui constitue sans aucun doute la principale source de cette incertitude: l'absence de démocratie en Russie dans tous les sens du terme et, par conséquent, l'absence d'État de droit. Le silence de l'Institut Stolypine sur ce problème fondamental du système politique et économique russe est bien plus éloquent que tout ce que peuvent dire ses porte-parole et ses publications.

On ne sait toujours pas jusqu'où l'Institut Stolypine est prêt à aller dans les conseils prodigués aux hauts responsables économiques et politiques de l'État cubain «marxiste-léniniste» et comment ces hauts bureaucrates réagiraient à l'ingérence de la droite russe dans les affaires intérieures de l'île. Si l'ingérence économique russe ne conduit pas à une amélioration significative de l'économie cubaine, qui «compense» en quelque sorte l'ingérence étrangère et la corruption causée par cette intervention, la réponse des Cubains, qu'il s'agisse des bureaucrates,



des travailleurs ou des professions indépendantes, sera extrêmement négative.

La situation économique de Cuba

Le gouvernement cubain est largement réceptif aux récentes initiatives russes en raison de la très grave crise économique qui affecte l'île et qui se rapproche du désastre que le pays a subi au lendemain de l'effondrement du bloc soviétique. Aujourd'hui, Cuba souffre d'une grave pénurie de produits de base nécessaires à la santé et à l'alimentation. L'inflation a atteint 45 % en avril 2023 et il n'est pas surprenant qu'un dollar se soit récemment échangé contre 240 pesos, soit dix fois le taux de 24 pour 1 qui était courant jusqu'à récemment.

Cette crise a provoqué la plus grande vague d'émigration que Cuba ait jamais connue. Cette vague a été autorisée et indirectement stimulée par le gouvernement. Depuis novembre 2021, les Cubains n'ont plus besoin de visa pour entrer au Nicaragua, d'où ils entreprennent un voyage long, coûteux et souvent dangereux jusqu'à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. En tant qu'allié du gouvernement cubain, le Nicaragua n'aurait pas mis en place une telle politique sans le consentement (et probablement les encouragements) du gouvernement cubain. À la fin de 2023, plus de 450 000 Cubains auront émigré au cours des deux années précédentes, un chiffre extraordinaire pour un pays de 11 millions d'habitants. Cette émigration, en particulier celle des jeunes, aggravera la crise démographique que connaît Cuba depuis plusieurs décennies.

Parmi les causes immédiates de la crise actuelle figurent l'impact considérable de la pandémie de covid à Cuba et la réduction spectaculaire du nombre de touristes qui en a résulté, ainsi que les mesures adoptées par Donald Trump pour aggraver l'impact

du blocus criminel contre Cuba, que le président Biden a modifié de manière très limitée.

D'autre part, l'incompétence et la maladresse du gouvernement cubain ont également joué un rôle important dans cette crise, en particulier dans sa «remise en ordre». Lors de la grande pénurie de dollars et d'euros provoquée par la chute du tourisme, la réforme monétaire a provoqué une forte inflation en augmentant la valeur du peso cubain sans augmentation correspondante de la productivité de l'économie cubaine. Un autre résultat de la crise a été le relâchement, en 2021, des contrôles gouvernementaux sur l'économie, permettant l'expansion du secteur privé avec la légalisation des micro, petites et moyennes entreprises privées qui, dans le cas des entreprises moyennes, peuvent légalement compter jusqu'à 100 employés.

Dans ce contexte, la nouvelle politique russe à Cuba doit être considérée avec beaucoup de scepticisme. Les contributions possibles de la Fédération de Russie ne semblent pas susceptibles d'être à la hauteur des besoins cubains, du moins en ce qui concerne l'économie. En outre, il est possible que les initiatives russes se traduisent par l'instauration d'un capitalisme d'État racketteur dans l'île, avec une augmentation de la corruption et de la crise sociale.

La Russie attire des Cubains sans ressources en leur promettant des emplois et de l'argent, leur retire leur passeport à leur arrivée, les enrôle dans l'armée et les envoie au front comme chair à canon. Deux jeunes Cubains recrutés ainsi ont publié une [vidéo](#) décrivant ce qui leur arrivé et demandent de l'aide.

Le 14 septembre, l'ambassadeur de Cuba en Russie a publié une déclaration soutenant le recrutement de Cubains dans l'armée russe.



Les élections en Ukraine occupée

IGOR BURDYGA¹

Le Kremlin a récemment organisé des «élections» dans les quatre régions partiellement occupées de l'Ukraine – les autoproclamées «République populaire de Donetsk» (RPD) et «République populaire de Louhansk» (RPL), Kherson et Zaporijjia – en même temps que les élections régionales en Russie.

Les résultats des scrutins, qui se sont déroulés principalement le 10 septembre, ont été sans surprise. Le parti au pouvoir, Russie unie, a obtenu 75 à 80 % des voix aux assemblées législatives des quatre régions, les partis d'opposition, tels que le parti libéral pro-occidental Iabloko, n'obtenant qu'un résultat minime. Les résultats des élections municipales dans 79 villes et districts sont encore en cours de dépouillement, mais ils ne devraient pas réserver de surprises.

Le Kremlin affirme que les habitants des «nouvelles régions» – nom donné aux territoires occupés en Russie – ont confirmé «leur choix» de faire partie de l'État russe; de leurs côtés, les gouvernements occidentaux et les organisations internationales ont déclaré qu'ils ne reconnaîtraient jamais les résultats d'un vote illégal qui viole les règles internationales.

Un référendum sous la loi martiale

Dès le départ, les messages de la commission électorale centrale de Russie, l'organe gouvernemental

chargé de superviser les élections, ont clairement indiqué que ce qui importait dans les territoires occupés n'était pas tant le résultat que l'acte même de voter dans le cadre du système politique russe.

«Dans sa forme la plus pure, il ne s'agit pas d'une élection, mais d'un référendum sous la loi martiale. C'est ainsi qu'il faut le comprendre», avait déclaré le politologue Oleg Bondarenko au journal russe *Kommersant* au début du mois d'août. «Nous votons pour la Russie, pour Poutine», déclaraient joyeusement les électeurs dans les reportages des médias.

En Russie, les assemblées régionales ont plus ou moins les mêmes pouvoirs qu'en Ukraine. Mais les régions occupées devront souscrire à un certain nombre de formalités nécessaires à leur intégration dans la Fédération de Russie: adoption de «constitutions», de chartes et de règles régionales, approbation des budgets, formation du pouvoir exécutif et judiciaire, etc.

Dès le printemps, le Kremlin avait promis que des élections seraient organisées pour la première fois dans le cadre de la législation russe (ce qui est le cas depuis neuf ans en Crimée annexée). Mais de nombreuses exceptions aux conditions habituelles de vote ont dû être faites.

La Russie distribue des passeports russes aux résidents de la RPD et de la RPL depuis 2019. À l'été 2022, le processus de «passportisation» s'est étendu dans les régions de Kherson et de Zaporijjia. Entre octobre 2022 et mai 2023, quelque 1,5 million de passeports ont été délivrés dans les quatre régions occupées, selon un haut responsable russe.

Mais il y a toujours plus d'électeurs potentiels que de détenteurs de passeports. À Zaporijjia, par exemple, si les autorités ont déclaré avoir délivré 300 000 passeports, la commission électorale a imprimé 500 000 bulletins de vote.



1. Publié dans *openDemocracy*, le 20 septembre 2023. Igor Burdyga est journaliste à *I Kommersant-Ukraine*.

Pour résoudre ce problème, les résidents des régions occupées ont été autorisés à voter en utilisant des passeports ukrainiens, des cartes d'identité ou même des permis de conduire, à condition qu'ils puissent prouver qu'ils vivent dans la région. À Donetsk et à Louhansk, ils pouvaient présenter des passeports de la RPD et de la RPL (et non de la Russie), distribués depuis 2015, ainsi que des cartes d'identité militaires des paramilitaires pro-russes connus sous le nom de «milices populaires».

Le Kremlin qualifie l'ensemble de la population des territoires occupés de «citoyens russes», qualificatif qui s'étend aux personnes évacuées ou déportées en Russie, qui ont pu voter dans 329 «bureaux de vote extraterritoriaux» à l'intérieur de la Russie.

Même les habitants des localités libérées par l'Ukraine ont pu voter, grâce au mécanisme de l'«électeur mobile» qui permet de voter dans n'importe quel bureau de vote en Russie ou dans les territoires ukrainiens occupés. Cette option s'adressait principalement aux personnes ayant fui avec l'armée russe lors de la libération des zones. Ainsi, une élection a été organisée pour la ville de Liman (Donetsk), bien qu'elle ait été libérée par l'Ukraine l'année dernière.

Au cours du mois ayant précédé les opérations électorales, les bureaux de vote installés dans les régions occupées ont été régulièrement la cible de tirs. Lors des pseudo-référendums dans les territoires occupés à l'automne 2022, les autorités ont mis en garde contre des «attaques terroristes» et les forces de sécurité russes ont arrêté des groupes de saboteurs ukrainiens dans presque toutes les villes.

Il y a un an, les services de sécurité ukrainiens avaient désavoué ce type d'opérations [...], mais ils semblent désormais considérer ces cibles comme légitimes. Le Service de sécurité de l'Ukraine (SBU)

a reconnu avoir été à l'origine d'attaques contre des bureaux de vote.

Le 31 août, les médias ukrainiens, citant des sources du SBU, ont fait état d'un grand nombre de blessés après un raid de drones sur une réunion de membres du comité électoral à Kamianka-Dniprovska, une ville proche de la centrale nucléaire de Zaporijjia. De leur côté, les autorités d'occupation ont affirmé qu'il n'y avait eu qu'un seul blessé : le gardien du centre culturel pour enfants, qui était vide au moment de l'attaque, mais que «80 enfants auraient pu être présents». Les frappes de drones ukrainiens sur les bureaux de vote de Skadovsk et de Nova Zbourivka auraient également échoué.

Les élections et les référendums en Ukraine sont un crime

Début septembre, avant le scrutin, le porte-parole du SBU, Artem Dekhtyarenko, s'adressant à *openDemocracy* avait appelé les citoyens ukrainiens des territoires occupés à ne pas «prendre part à des élections bidon car, ce faisant, on agissait en faveur de l'agresseur». Il a toutefois promis de ne pas sanctionner le simple fait de voter, étant donné que les soldats russes armés forcent les gens à voter en se rendant à leurs domiciles et sur leurs lieux de travail.

En revanche, il a précisé que la participation active – comme le fait de travailler dans une commission électorale, d'être observateur électoral ou de se porter candidat – serait considérée comme un délit grave. Jusqu'à présent, seules six personnes ont été accusées de ce délit. Le SBU a ainsi accusé de collaboration la présidente de la commission électorale de Kherson, Marina Zakharova, son adjoint Sergueï Vysotine et sa secrétaire Irina Kravtchenko, et affirmé qu'ils risquaient une condamnation à dix



ans de prison. La présidente de la commission électorale centrale de Russie, Ella Pamfilova, son adjoint Nikolai Boulaev et sa secrétaire Natalia Boudarina risquent quant à eux la prison à perpétuité pour une action considérée comme «portant atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine» [...].

Fin août, le SBU avait réussi à identifier plus de 3 500 «participants actifs» aux élections dans les quatre régions occupées. Cependant, à en juger par les données publiées, jusqu'à dix fois plus de personnes étaient réellement impliquées (mais pas encore nommées).

Par exemple, dans la région de Luhansk, 5 260 membres de commissions territoriales et de circonscriptions ont organisé le vote. Selon la commission électorale locale, 336 candidats se sont présentés à l'assemblée législative de la LPR, et 3 241 autres aux 28 conseils municipaux. Par conséquent, dans une seule région, il y a 8 800 «participants actifs», sans compter les observateurs électoraux.

Cela signifie que les élections illégales dans les territoires occupés constituent le crime le plus répandu commis par la Russie depuis l'invasion totale. [...]

Les organisateurs des pseudo-référendums russes organisés en 2022 dans l'Ukraine occupée sont mis en cause en vertu d'une nouvelle loi sur la collaboration en temps de guerre [...] Onze mois plus tard, moins de 80 verdicts de culpabilité ont été prononcés à l'encontre des organisateurs russes, selon les données fournies par les tribunaux ukrainiens. Cela ne représenterait que le dixième des condamnations pour collaboration. Près de la moitié des accusés ont été condamnés par contumace. (En temps de guerre, les affaires de collaboration peuvent être jugées en l'absence de l'accusé; dans ce cas, les tribunaux imposent une peine maximale de dix ans de prison et la confiscation des biens.)



Les personnes qui ont comparu devant les tribunaux sont pour la plupart des résidents de la rive occidentale de la région de Kherson, qui a été libérée un mois après les référendums illégaux. Depuis lors, une vingtaine de membres des commissions électorales, pour la plupart des retraités des villages du nord-ouest de la région, ont reconnu leur culpabilité et ont été condamnés à une peine minimale – néanmoins sévère – de cinq ans de prison.

Les référendums de l'année dernière avaient été organisés à la hâte et les commissions électorales comportaient beaucoup moins de membres que celles des élections de cet été. Cette année, les commissions avaient d'ailleurs décidé de ne pas publier les noms de leurs membres pour leur propre sécurité.

Toutefois, les activistes clandestins locaux, comme le mouvement de résistance Ruban jaune (actif dans la ville occupée de Kherson), ont réagi en recourant à la haute technologie. Les opposants à l'occupation ont été invités à envoyer des photographies des membres des commissions à un *chatbot*, pour que ceux-ci soient identifiés à l'aide de l'intelligence artificielle. Avant même la fin du scrutin, ces données avaient été transférées au SBU.

Le pouvoir ne change pas de mains

L'anonymat des organisateurs est loin d'être l'élément le plus absurde des dernières élections: même les candidats sont restés anonymes.

Au début du mois d'août, il avait été décidé que les listes des candidats aux élections régionales et municipales ne seraient pas publiées, pour des raisons de sécurité. En revanche, les commissions électorales de chacune des quatre régions avaient promis qu'il serait possible de prendre connaissance de ces listes dans les bureaux de vote le jour du scrutin. En fait, elles ont demandé aux «citoyens des nouvelles régions» de

voter au hasard, car seuls les trois premiers candidats de chaque parti figuraient sur les bulletins de vote. Les autres candidats n'étaient pas mentionnés sur le bulletin de vote.

Alors que la commission électorale centrale russe rassurait la population sur la « concurrence » lors des élections, 600 personnes ont décidé de se battre pour les 100 sièges de la Douma régionale du Donetsk, 336 dans la région de Louhansk, 220 dans la région de Zaporijjia et 191 dans la région de Kherson. Environ 9 000 autres candidats se sont présentés à des postes de conseillers de niveau inférieur.

En fait, les listes complètes des candidats pouvaient être trouvées dans les profondeurs du site web de la commission électorale centrale. En y regardant de plus près, il apparaît clairement qu'aucune surprise n'était à attendre de cette prétendue « compétition démocratique » ; le vote n'a fait, pour l'essentiel, que légitimer les détenteurs actuels du pouvoir dans le système de pouvoir politique panrusse.

Un sondage russe du mois d'août prévoyait que, selon les régions, entre 68 % et 89 % des voix iraient à Russie unie. Les autres partis parlementaires n'étaient pas d'accord, bien sûr. Sergueï Oboukhov, un responsable du Parti communiste de Russie – qui, selon les résultats du sondage, a frôlé le seuil minimal de 5 % des voix – a déclaré que les élections ne reflétaient pas les véritables sentiments politiques.

Alors que d'autres partis ont affirmé avoir des « centaines de milliers » de partisans dans les territoires occupés, en pratique, ils n'ont pas fait campagne du tout. Il est notable de relever que ce qu'on pourrait appeler le « consensus du Donbass » – à savoir un accord entre partis russes pour ne pas critiquer la guerre en Ukraine et l'action du gouvernement russe dans les territoires occupés – a joué pleinement son rôle : les branches locales de ces partis dans les

régions occupées se sont essentiellement focalisés sur l'aide humanitaire et juridique tout en promouvant un avenir heureux avec la Russie. Personne n'avait vraiment l'intention de changer la composition des autorités d'occupation. [...]

Si l'avenir politique est clair dans le Donetsk et le Louhansk – qui ont organisé deux « élections » au cours des neuf dernières années –, il reste à voir comment se comporteront Kherson et Zaporijjia occupées. Donetsk et Luhansk ont leurs propres élites locales qui contribuent à faire nombre politiquement : des directeurs d'hôpitaux, des directeurs de théâtres et des responsables de syndicats locaux sont députés.

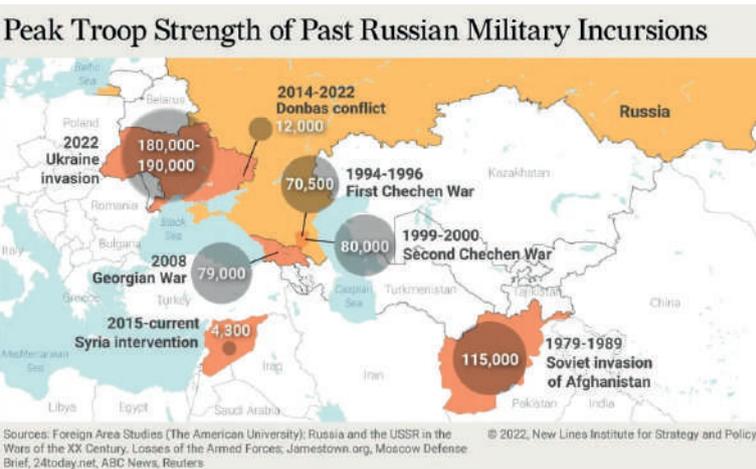
En revanche, dans les régions de Zaporijjia et de Kherson, il n'y a pas assez de personnel de ce type. Pour compléter les listes de candidats, des fonctionnaires de Crimée et de Russie ont été recrutés – qu'il s'agisse d'un haut responsable de la société nucléaire d'État russe, d'un fonctionnaire du Kremlin ou d'un député russe. Certains candidats russes ont également été présentés, notamment le kickboxeur Vladimir Mineev et un député du conseil municipal de Rostov-sur-le-Don. [...]



L'OTAN a-t-elle poussé Poutine à envahir l'Ukraine?

ILYA MATVEEV¹

Des secteurs de la gauche occidentale développent un récit selon lequel la Russie a été progressivement encerclée par l'OTAN, ce qui aurait «provoqué»



Poutine. Il est de plus en plus difficile de soutenir l'idée que la Russie est simplement en train de «se défendre» après le 24 février 2022, mais le fait est que l'invasion ne s'est pas produite à l'improviste. Il faut un récit différent pour comprendre ce qu'est réellement la Russie: une puissance impérialiste agressive aux côtés d'autres impérialismes.

1. Publié par *Oakland Socialist*, 15 septembre 2023.

1994. La Russie, avec le soutien des États-Unis, acquiert l'arsenal nucléaire ukrainien en échange de l'assurance de respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

1997. La Russie acquiert la base navale de Sébastopol et la quasi-totalité des navires (82 %, pour être exact)... en échange de l'assurance du respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine!

2004. La Russie s'immisce, sans succès, dans les élections présidentielles ukrainiennes, luttant avec acharnement pour imposer un résultat frauduleux et non démocratiques.

Milieu et fin des années 2000. Pour punir l'Ukraine d'avoir élu Iouchtchenko, la Russie recourt au chantage à l'énergie, une forme de coercition économique qui n'est pas très différente des prêts et des conditionnalités du FMI et de la Banque mondiale.

2008. L'OTAN refuse d'adopter une feuille de route pour l'adhésion de l'Ukraine et reporte la décision indéfiniment. La sécurité de l'Ukraine n'est en rien garantie, alors que la Russie a déjà démontré sa propension à utiliser la coercition pour forcer l'Ukraine à se plier à ses exigences.

2009. Le président russe Dmitri Medvedev écrit à Iouchtchenko que «la Russie ne représente pas et ne peut pas représenter une quelconque menace pour l'Ukraine», et qu'il est donc stupide de chercher à adhérer à l'OTAN. Oui, bien sûr!

2014. La Russie, qui «ne représente pas et ne peut pas représenter une menace pour l'Ukraine»... annexe la Crimée. Bien sûr, en annexant la Crimée, la Russie ne fait pas seulement de toutes ses déclarations précédentes selon lesquelles elle «ne constituera jamais une menace pour l'Ukraine», un mensonge ridicule, elle rompt également avec le mémorandum de 1994 et le traité de 1997: «Nous sommes le Kremlin. Notre parole ne vaut rien!»

L'annexion de la Crimée provoque un séparatisme armé dans le Donbass que la Russie coordonne avec un commandement et un contrôle militaires directs, puis subordonne complètement les «autorités» du Donbass, occupant de fait la région.

L'Ukraine ne fait toujours pas partie de l'OTAN, sa sécurité n'est toujours pas garantie et les livraisons d'armes américaines ne commencent qu'en 2018. Elles sont réduites au minimum... par crainte de provoquer la Russie!

24 février 2022. La Russie envahissait l'Ukraine afin d'établir, d'une manière ou d'une autre, un contrôle à 100 % sur l'ensemble du pays. Il n'y a eu aucun développement militaire sur le terrain qui aurait pu provoquer l'invasion. Pour la Russie, il s'agit d'une guerre délibérément choisie, exactement comme l'invasion de l'Irak en 2003 a été une guerre délibérément choisie par les États-Unis.

Il convient d'ajouter l'infiltration massive en Ukraine d'espions et d'agents d'influence russes, l'argent versé aux politiciens ukrainiens corrompus et l'acquisition massive d'actifs ukrainiens afin d'imposer une dépendance économique et politique.

Ces faits sont connus, mais nombreux à gauche refusent de le voir. C'est l'histoire de décennies d'agression impérialiste, culminant dans une guerre qui a coûté 150 000 vies rien qu'en 2022. Toute discussion sur l'internationalisme de gauche devrait commencer par la reconnaissance de la réalité de ce qu'est la Russie et de ce qu'elle a fait.

Post-scriptum d'Oakland Socialist

Il convient d'ajouter à cette liste la destruction de Grozny, l'invasion de la Géorgie (2008), l'aide apportée au régime d'Assad en Syrie (2015), sans oublier l'annexion d'une partie de la Moldavie et la formation de la «Transnistrie» (1990).



PRISES DE POSITION

Parallèles d'occupations

ENTRETIEN AVEC ADIB SHAHEEN¹

Adeeb, vous vous décrivez comme un Palestinien ukrainien, désormais installé en Grande-Bretagne. Pouvez-vous nous parler un peu de vous et nous expliquer pourquoi vous êtes aujourd'hui en Grande-Bretagne?

Je suis né en Palestine et j'y ai vécu jusqu'à ce que l'administration d'occupation israélienne expulse mon père en Jordanie en 1968 pour ses activités contre l'occupation. Ma mère nous alors emmenés, enfants, en Jordanie pour le rejoindre. J'ai terminé l'école en 1976 et je suis parti en Union soviétique pour étudier l'ingénierie électrique. Après mes études, je suis retourné en Jordanie où j'ai travaillé pendant quelques années. Je suis ensuite allé vivre en Palestine avec ma femme et mon fils. J'y ai participé à la première Intifada et au mouvement de résistance. En 1990, j'ai été arrêté par les occupants israéliens et emprisonné pendant quatre ans. Après ma libération, j'ai repris ma vie en Palestine, où l'Autorité palestinienne a commencé à gérer la vie civile des Palestiniens sur les terres palestiniennes occupées. Après deux ans de la deuxième Intifada, j'ai quitté ma ville natale de Naplouse avec ma famille pour aller vivre en Jordanie. Là aussi, c'était difficile. En septembre 2003, j'ai reçu une offre d'emploi d'une société de commerce international pour travailler

dans sa succursale en Ukraine. J'ai déménagé avec ma famille en Ukraine, à Kharkiv, où j'avais terminé mes études lorsque l'Ukraine faisait partie de l'Union soviétique. J'y ai travaillé et mené une vie normale jusqu'au 24 février 2022. La guerre de Poutine contre l'Ukraine nous a obligés à partir pour la Pologne, puis pour le Royaume-Uni.

Vous soutenez le peuple ukrainien dans sa résistance à l'armée de Poutine. Pouvez-vous nous dire en quoi le fait d'être Palestinien a influencé votre point de vue sur cette guerre?

En tant que Palestinien, je m'oppose à toute agression militaire contre un pays et à l'occupation de ses terres. Au début de la guerre, je me suis souvenu de nombreux moments de ma vie, notamment de l'occupation israélienne de Naplouse en 1967. Il y a beaucoup de similitudes dans le comportement des puissants agresseurs, Israël et la Russie. Comme vous le savez, j'ai écrit un livre sur ma vie où j'établis des parallèles entre l'Ukraine et la Palestine.

L'agresseur n'a en effet guère besoin d'excuses pour agir. Il suffit qu'une des deux parties soit forte et l'autre faible. Une excuse pour déclencher la guerre peut être trouvée dans n'importe quelle action ou même totalement inventée. J'ai souffert de l'injustice toute ma vie. Je vois comment le peuple ukrainien souffre aujourd'hui. Je soutiens donc la résistance ukrainienne autant que la résistance palestinienne à l'occupation et à l'agression.

Pensez-vous qu'il existe des parallèles entre les actions d'Israël en Palestine et celles de la Russie en Ukraine?

L'occupation israélienne vise essentiellement à expulser le peuple palestinien de Palestine en utilisant plusieurs prétextes, notamment les souffrances du peuple juif sous le régime nazi en Allemagne.

1. Propos recueillis par Fred Leplat. Publié sur [Anticapitalist Resistance](#).



L'occupation russe de certaines parties de l'Ukraine vise à garder le contrôle du territoire, à l'utiliser comme base militaire et à modifier la situation démographique de l'Ukraine pour y installer sa présence. En ce qui concerne les actions, on peut citer les bombardements, les meurtres de civils, la démolition de maisons et bien d'autres crimes commis par l'armée russe en Ukraine ainsi que par l'armée israélienne en Palestine. La seule différence (et apparemment contradictoire) est que les États-Unis et l'Occident en général aident l'Ukraine à repousser l'agresseur russe (pour leurs intérêts, pas ceux de l'Ukraine) d'une part, et aident par tous les moyens l'agresseur israélien contre les Palestiniens désarmés d'autre part.

Les pays de l'OTAN soutiennent Israël qui opprime les Palestiniens, mais l'OTAN soutient également l'Ukraine contre l'invasion impérialiste de la Russie. Comment devrions-nous traiter ce qui semble être une contradiction?



En ce qui concerne la question palestinienne, les personnes et les mouvements progressistes et de gauche du monde entier sont aux côtés des Palestiniens parce que tout est assez évident. Dans le cas de l'Ukraine, nous devrions soutenir les Ukrainiens, les aider à résister à l'agression et à comprendre qu'ils devront construire leur pays après la fin de la guerre. Cela signifie qu'ils devront prendre de sérieuses décisions à ce moment-là. Cela dépendra en grande partie de notre attitude actuelle. La tâche est ardue. La majorité des Ukrainiens ne comprennent pas que l'Occident poursuit ses propres intérêts égoïstes. Les slogans nationalistes extrêmes aveuglent les gens. Les mouvements de gauche en Ukraine sont très faibles en raison de l'ère d'oppression de l'Union soviétique, d'une part, et de la politique irréfléchie des partis communistes et socialistes ukrainiens concernant les

relations avec la Russie et l'Occident, d'autre part. Notre ferme solidarité et notre soutien à l'Ukraine jusqu'à la victoire aideront la gauche ukrainienne à acquérir une bonne influence dans la société ukrainienne. L'appel à une paix juste est un bon slogan, mais il doit s'accompagner d'un soutien inconditionnel à la lutte de l'Ukraine contre l'agression. Les appels internationaux à des négociations sous la condition d'un retrait russe jusqu'à la ligne de front du 23 février 2022 me rappellent la résolution du Conseil de sécurité de 1967 sur la nécessité d'un retrait israélien jusqu'à la ligne de front du 4 juin, qui est devenue un rêve en soi en l'espace de quelques décennies. Les Ukrainiens sont prêts à se battre jusqu'à la libération totale de leur territoire occupé, y compris le Donbass et la Crimée. L'armée russe peut mettre fin à la guerre en se retirant d'Ukraine. Je comprends que c'est très difficile et compliqué, mais toute autre position pourrait conduire à la perte de terres et de souveraineté.

La guerre en Ukraine fait-elle l'objet d'un débat en Palestine? Qu'en pensent les Palestiniens? Quelles sont les positions des organisations politiques palestiniennes et des mouvements sociaux?

Oui, en Palestine, il y a un débat sur la guerre en Ukraine. Certaines organisations politiques et certains mouvements sociaux comprennent la complexité de la question, mais le courant dominant des débats est le double standard des États-Unis et de l'Occident en ce qui concerne les questions ukrainiennes et palestiniennes. Ainsi, les positions officielles d'un grand nombre d'organisations et de personnes ordinaires vont de la condamnation du double standard au soutien évident à l'invasion russe en tant qu'acte d'«autodéfense» contre l'expansion de l'OTAN à l'Est.

Certaines organisations politiques de gauche en Occident pensent que le principal ennemi et danger dans le monde est l'impérialisme américain et ses alliés. Cette gauche « anti-impérialiste » s'oppose à l'exploitation capitaliste par l'Occident mais ne parvient pas à s'opposer activement ou même à critiquer la répression exercée par les États impérialistes non occidentaux qui s'opposent à Washington. Le monde semble se diriger vers une nouvelle guerre froide entre États impérialistes rivaux. Quel est votre point de vue sur les dangers qui menacent le monde aujourd'hui et comment les socialistes doivent-ils réagir ?

Certains mouvements de gauche dans les pays du Sud partagent ce point de vue. Je comprends que les populations de la plupart des pays du Sud ont souffert du colonialisme et de l'exploitation permanente et du vol des richesses des pays pauvres par l'Occident. Cela a conduit à l'adoption d'un slogan qui dit : « L'ennemi de mon ennemi est mon ami ». C'est une erreur fatale. La gauche mondiale doit comprendre qu'elle doit être elle-même pour se distinguer de la droite. Cela signifie que nous combattons l'exploitation capitaliste et tous les reflets de l'impérialisme, y compris les crises financières, l'effondrement de l'environnement et les guerres. Nous nous opposons au système. Nous devons soutenir le droit à l'autodétermination et à l'autodéfense de toutes les nations. Nous devons appeler à la solidarité internationale avec tous les pauvres et les exploités du monde. Nous devons dénoncer le système capitaliste et toutes les conséquences de sa prédation. Le nouveau froid et la possibilité d'une guerre chaude sont très dangereux. Il est possible d'y mettre un terme. Cela nécessite l'effort combiné de toute la gauche dans le monde.



**BOÎTE
ALERTE**



PARIS 2023

SEMAINE 21
DES VOIX 09
RUSSES
CONTRE
LA 30
GUERRE 09

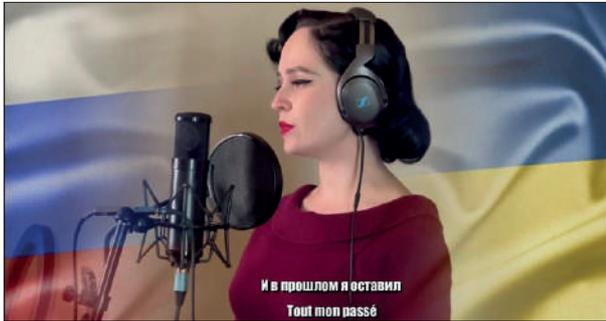
21/09
(ART&MUSIC)
THE DAY
OF PEACE

29-30/09
(FORUM)
RUSSIE -
LIBERTÉS
2023

21-25/09
(CINÉMA)
ART DOC FEST
ECHO IN PARIS

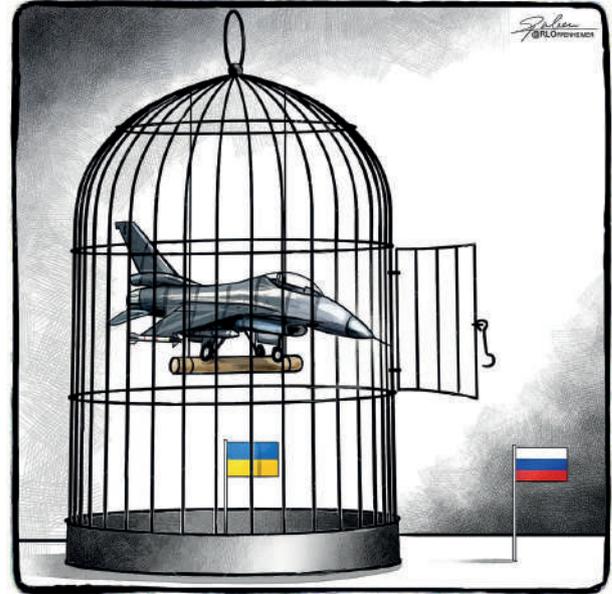
ART
DOC
FEST
TN
DP
IND
NT
PROJETS
LABORATOIRES

LIBÉREZ
MAKSYM
BUTKEVYCH



Composé en février 1954, *Le déserteur* se voulait un hymne antimilitariste au moment où la guerre d'Indochine battait son plein et alors que se profilait la guerre d'Algérie qui allait voir partir un grand nombre d'appelés du contingent. Enjambant les pays et les époques, la chanson de Boris Vian apparaît particulièrement adaptée alors que Vladimir Poutine a engagé sa jeunesse dans la guerre contre le peuple ukrainien.

Cette version en russe, chantée par Daria Nelson, a été produite et arrangée par E. Riser.



« Maudite guerre, fichue paix »

Une exposition Vladimir Kazanevsky

Galerie Sabine Bayasli
2 septembre-4 novembre 2023
99 rue du Temple, 75003 Paris

Reconnu comme l'un des plus grands caricaturistes ukrainiens, Vladimir Kazanevsky a été récompensé pour l'ensemble de son œuvre par le Prix international du dessin de presse en 2022. Peintre et poète, son style transite entre l'engagement, le médiatique et le surréalisme.

La collection de dessins exposés offre un témoignage exceptionnel de la guerre en Ukraine vue par un artiste ukrainien.

Certains de ses dessins ont été publiés dans *Le Monde* et dans l'ouvrage collectif *Fiche-nous la paix*, édité par Cartooning For Peace en partenariat avec Amnesty International et France Média Monde







Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».